

**1170%**  
WOOD GUNDOY  
692-4200  
1 an 5 000 \$ min.  
**GARANTI**  
par le Gov. du Canada  
Eligible au REER  
Taux sujet a modification

# LE SOLEIL

**PEINTURE**  
Presque tout:  
Residentiel et industriel — Peinture  
résistante à l'eau — Appareils mena-  
gers — Meubles — Choix de couleurs  
— Transport disponible  
Atelier Email Cuit du Québec  
522-7419

MARDI 28 FÉVRIER 1989

QUÉBEC, 93<sup>e</sup> ANNÉE, N<sup>o</sup> 61  
56 PAGES, 3 CAHIERS + 1 TABLOID

LIVRAISON À DOMICILE (7 JOURS) 3,00\$  
MONTREAL: ILES DE LA MADELINE, GASPE, RIVIERE AU RENARD, PERCE, ABITIBI 50¢

35¢

LA REGION

**La route 175 a fait 56 morts et 957 blessés en 10 ans**

Les 522 accidents survenus, en 10 ans, sur la 175, entre les deux anciennes barrières du parc des Laurentides, ont tué 56 personnes en plus d'en blesser 957. **A-3**

**Une scierie beauceronne rasée par les flammes**

Une scierie de St-Joseph complètement ravagée par un incendie n'était pas assurée contre le feu. Les pertes de \$400,000 touchent durement l'entreprise. **C-4**

LE SPORT

**Peter avoue avoir songé à demander d'être échangé**

« Avec tout ce qui se passe, je ne dis pas que je n'y ai pas pensé. Mais je n'ai pas demandé qu'on m'échange », avoue Peter qui veut terminer sa carrière à Québec. **S-2**

QUEBEC

**L'Allier reproche à Bertrand d'avoir manqué d'éthique**

Le chef du Rassemblement populaire Jean-Paul L'Allier estime que Jean-François Bertrand devra maintenant se prononcer sur les dossiers majeurs de Québec. **A-3**

LE QUÉBEC

**Jean Coutu veut une solution pour les heures d'ouverture**

Le président et chef de la direction du Groupe Jean Coutu (PJC) a hâte que le gouvernement Bourassa fasse son nid dans le dossier des heures d'ouverture. **A-8**

LES ARTS

**Intrigues dans le monde des téléromans**

La saison des téléromans tire déjà à sa fin. En peu de temps, les intrigues vont se corser, histoire de tenir le téléspectateur en haleine jusqu'au bout. **C-4**

LE MONDE

**Situation tendue dans une province yougoslave**

Un état d'urgence de fait s'est installé hier au Kosovo où les mineurs albanais ont forcé la démission des dirigeants de cette province autonome de Yougoslavie. **A-10**

L'ECONOMIE

**Le commerce mondial a progressé de 8.5 % en 1988**

Le commerce mondial a connu, en 1988, une croissance en volume de 8.5 % comparativement à 5.5 % en 1987. Cette dynamique se poursuivra en 1989. **B-1**

L'INDEX

Local et régional	A-3 à A-5
Le Québec	A-8 et A-9
Le Canada	A-6 et A-7
Le Monde	A-10 à A-12
Annonces classées	C-9 à C-14
Arts	C-4 à C-6
Bandes dessinées	S-15
Bridge	C-12
Décès	C-14 et C-15
Economie	Cahier B
Feuilleton	C-11
Éditorial	B-10
Mode	Cahier C
Mots croisés	C-10
Où aller à Québec	C-6
Pierre Champagne	A-9
Yves Bernier	A-5

LA METEO

Généralement ensoleillé aujourd'hui avec un maximum de près de moins 6 et des vents calmes. Demain: un ciel nuageux avec chutes de neige. **S-16**

## Les premiers ministres se reverront en septembre Lac-Meech: impasse totale



Pour le premier ministre du Québec, Robert Bourassa, il est encore trop tôt pour parler d'échec de l'accord.

OTTAWA - L'impasse demeure totale à propos de l'accord de Lac-Meech. Après une rencontre informelle de près de quatre heures, hier, les premiers ministres ont annoncé qu'ils n'entendent pas en rediscuter tous ensemble avant la fin de l'été.

par ANDRÉ FORGUES  
LE SOLEIL

Au sortir de cette réunion convoquée par le premier ministre fédéral Brian Mulroney, la plupart des participants se sont tout de même efforcés de manifester un certain optimisme.

« Il n'y a pas de changement dans la position des premiers ministres mais le fait qu'on se

parle et qu'on pourra le faire encore trois fois cette année, c'est peut-être un signe de progrès », a déclaré un des deux premiers ministres recalcitrants, M. Gary Filmon, du Manitoba.

Les dix chefs provinciaux se réuniront à la fin d'août, à Québec, pour leur conférence annuelle, puis à Charlottetown, le 1er septembre, pour une autre

Suite A-2, Lac-Meech...

3 pages

Nouvel indice d'élections au Québec

Taux d'intérêts élevés: un mal nécessaire

Éditorial: Pain sec au menu à Ottawa

## Au Québec, l'année débute avec un record de faillites

Le Québec a débuté l'année 1989 en étant responsable à lui seul de l'augmentation du nombre de faillites au pays et en fracassant son propre record de la décennie. Pourtant, disent les experts, cela ne remet nullement en question la bonne santé économique de la province...

par MICHEL CORBEIL  
LE SOLEIL

Selon Consommation et Corporations Canada, 1,125 faillites ont été rapportées au Québec, en janvier 1989. C'est 214 de plus qu'en janvier 1988. Jamais, la province n'avait franchi le triste cap des 1,000 dépôts de bilan durant ce mois. En fait, au pire de la récession économique, en 1982, le Québec en avait enregistré 959 durant cette période, et, en 1983, 991.

Plus qu'avant, le Québec remporte le triste championnat canadien des faillites, le pays tout entier en comptant 2,782, soit 231 de plus qu'en janvier 1988. Ailleurs au Canada, leur nombre est stable: ainsi, l'Ontario ne rapporte que cinq cas de plus. Le total régresse même dans certaines provinces: en Alberta, il passe de 288 à 250.

Les statistiques de janvier ne représentent pas un incident de parcours. Depuis le mois de mars, la tendance se confirme mois après mois et la hausse moyenne dépasse les 25 % au Québec, répond M. Raymond Alarie, administrateur de faillites dans l'Est de la province. La même indication se retrouve d'ailleurs sur le territoire partant de Trois-Rivières jusqu'aux îles de la Madeleine (3,434, en 1988; 2,713, en 1987).

Signe de bonne santé

Malgré tout, il n'y a pas lieu de s'alarmer, disent les experts consultés. « Quand l'économie va bien, plus de gens se lancent en affaires », souligne M. Claude LeDuc, chef de la ges-

tion de l'information à la direction des faillites, à Ottawa. Le Québec remporte depuis quelques années la palme du taux de croissance des PME: comme quatre nouvelles entreprises sur cinq « meurent » avant d'avoir cinq ans, il est normal qu'il y ait plus de « décès » au Québec.

Autre précision, les faillites, contrairement au chômage, ne sont pas annonceurs d'une situation à venir. Elles sont le cliché de l'instant présent, c'est tout, dit M. Alarie.

« Il faut aussi regarder qui fait faillite », soutient M. LeDuc. Selon Consommation et Corporations, les faillites janvier de 1989 touchent davantage les consommateurs que les entreprises: en 1982, 353 compagnies ont croulé sous des dettes de \$43 millions par rapport à 217 entreprises, pour \$32 millions, cette année.

Ce portrait correspond aux rapports qui signalent que le citoyen est de plus en plus endetté. Là aussi, « ce n'est pas un drame », rétorque M. Mario Couture, économiste « sénior » à la Confédération des caisses populaires Desjardins, signalant que le niveau peu élevé de l'inflation, ces dernières années, a contribué à l'augmentation des avoirs des ménages.

Suite A-2, Faillites...

## Le télévangéliste Lacroix jugé par ses pairs



Le télévangéliste québécois, Pierre Lacroix, précède de l'avocat Pierre Gaudreau, l'associé de son avocat Carol St-Cyr, alors qu'il se rendait en cour, hier, pour le début de son procès.

## Six femmes et six hommes ont à décider du sort de Lacroix

Il aura fallu près de cinq heures et l'interrogatoire de 54 candidats pour constituer le jury de 12 personnes appelé à déterminer le sort du télévangéliste Pierre Lacroix qui fait face à trois accusations de grossière indécence.

par RICHARD HENAUULT  
LE SOLEIL

Il était près de 19 h hier quand le 54<sup>e</sup> candidat a été accepté comme juré par le procureur de la Couronne, Me Alain Gaumont, et le procureur de la Défense, Me Carol St-Cyr. Les six hommes et six femmes ont toutefois été

libérés sur-le-champ par le juge Jean Bienvenue. Ils ne doivent revenir que demain après-midi.

D'ici là, des points de droit seront débattus. Le juge Bienvenue entend émettre une ordonnance de non-publication des ce matin. Elle sera valide tant que ces questions ne seront pas réglées et que le jury

ne prendra pas place dans la salle d'audience.

Les choses avaient pourtant bien démarré en fin de matinée puisqu'en une demi-heure seulement, deux des trois candidats rencontrés avaient été retenus. En après-midi, cependant, il a fallu presque quatre heures et demie pour sélectionner les dix autres.

Durant tout ce temps, l'accusé a écouté les interrogatoires, assis derrière son avo-

Suite A-2, Lacroix...

## Claude Ryan nie tout pouvoir aux commissions scolaires d'admettre des enfants n'ayant pas l'âge réglementaire

Le ministre de l'Éducation, M. Claude Ryan, a déclaré, hier, que les commissions scolaires, dans le dossier des dérogations à l'âge d'admission à l'école, n'ont pas d'autres pouvoirs que ceux délégués par le règlement du régime pédagogique du primaire et de l'éducation préscolaire.

par VINCENT CLICHE  
LE SOLEIL

Autrement dit, les commissions scolaires, contrairement à ce qu'affirme un avis juridique de la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec, que LE SOLEIL a rendu public hier, n'ont pas le pouvoir d'admettre des enfants qui

n'ont pas l'âge réglementaire sans l'autorisation du ministre.

« Le ministre aurait même des recours devant la loi contre les commissions scolaires qui le feraient », a ajouté M. Ryan, en précisant qu'il n'envisageait pas cette possibilité dans les circonstances.

Le ministre s'appuie lui aussi sur un avis de son service juridi-

que pour nier tout pouvoir aux commissions scolaires, autres que ceux que leur accordent la loi et le règlement.

Quant aux accusations de l'Association des cadres scolaires du Québec mettant en doute l'impartialité du ministère de l'Éducation dans le traitement, l'an dernier, des dossiers de dérogation à l'âge scolaire, le ministre Ryan considère qu'il s'agit là d'affirmations gratuites. « Au contraire, nous avons traité toutes ces demandes avec beaucoup de rigueur », a dit M. Ryan.

Il a expliqué qu'il y a peut-être eu, à la fin d'août dernier, « un problème d'embouteillage » des demandes à cause d'échéances trop tardives, mais que le tout sera corrigé cette année avec un échéancier précis et rigoureux.

On se souviendra que l'an dernier, le ministre avait accordé 2,064 dérogations sur un total de 2,905 demandes. L'année précédente, seulement 468 avaient été acceptées. Il s'agissait donc d'une augmentation de 450 %.

\$10 millions  
Par ailleurs le ministre Ryan

a déclaré que le fait d'admettre au préscolaire et au primaire les enfants qui auraient 5 et 6 ans au 31 décembre plutôt qu'au 30 septembre, coûterait au gouvernement \$10 millions cette année et \$40 millions dans 3 ou 4 ans, coûts qui se ressembleraient cependant au bout de 11 ans.

Pour le ministre, il s'agit là d'un obstacle financier de taille pour le gouvernement, même s'il reconnaît avoir pris un engagement en ce sens en début de mandat.

Le ministre Ryan évalue que

Suite A-2, Ryan...

DEPÔT GARANTI • PRÊT HYPOTHÉCAIRE • FONDS D'INVESTISSEMENT • CONSEILS FINANCIERS • SERVICES FIDUCIAIRES • GESTION DE PORTEFEUILLE • PLANIFICATION SUCCESSORALE • RFA • DEPÔT GARANTI • PRÊT HYPOTHÉCAIRE

**REER**  
CHOIX, SÉCURITÉ ET CONSEILS

« PLUS DE 8 FAÇONS D'ÉCONOMISER DE L'IMPÔT ET D'ÉPARGNER POUR VOTRE RETRAITE! »  
• Dépôts garantis • Autogéré • Fonds de retraite • Fonds d'hypothèques • Fonds d'obligations • Fonds canadiens  
NOUVEAU: REER CONTRAT de RENTE INSAISSABLE.  
REER compte d'épargne  
CONTACTEZ UN DE NOS CONSEILLERS AUJOURD'HUI!

**REER GARANTI**  
Jusqu'à **11¾%**  
À votre service aujourd'hui et demain jusqu'à 21 h.  
Pour mieux vous servir!

**TRUST PRÊT ET REVENU**  
PLACE D'YOUVILLE 692-1221  
GALERIES DE LA CAPITALE 626-1221  
PLACE DE LA CITÉ 652-1221  
Institution membre de la Régie de l'assurance-dépôts du Québec.  
Membre de la Société d'assurance-dépôts du Canada.

## Suites de la première page

## Lac-Meech...

rencontre informelle à laquelle participera M. Mulroney. Enfin, les 11 se reverront en novembre pour une conférence fédérale-provinciale sur l'économie.

D'ici ces rencontres, des échanges bilatéraux pourront se poursuivre mais demeureront fort probablement limités au niveau des hauts fonctionnaires ou des ministres, a expliqué le premier ministre Frank McKenna, du Nouveau-Brunswick.

## De la bonne volonté

MM. McKenna et Filmon ont tous deux carrément affirmé, hier, qu'ils ne sont pas plus près de se rallier à l'entente constitutionnelle après avoir discuté avec leurs collègues. Se fondant sur la volonté exprimée hier de continuer les discussions, M. Filmon dit croire encore qu'il y a « possibilité de sortir l'accord de l'impasse ».

Les premiers ministres du Manitoba et du Nouveau-Brunswick n'en ont pas moins répété hier les mêmes déclarations portant sur les mêmes préoccupations à l'égard de l'accord de Lac-Meech. Tous deux ont aussi exprimé leur intérêt pour une éventuelle « entente parallèle », ce qui serait selon M. Filmon « une des meilleures façons de répondre aux préoccupations du Nouveau-Brunswick et de sa province ».

Il s'est défendu d'avoir adopté une politique anti-Québec comme l'a récemment affirmé M. Bourassa. M. Filmon, qui a retiré son appui à l'accord de Lac-Meech après la présentation de la loi 178, parle plutôt de politique pro-Manitoba. Il a réaffirmé que ce qui l'inquiète c'est l'impact que pourrait avoir le Lac-Meech sur la protection des droits fondamentaux garantis par la charte.

Pour sa part, après avoir loué l'élégance et la passion dont M. Bourassa aurait fait preuve en présentant son point de vue à ses collègues, hier, M. McKenna s'est dit « très impressionné par son discours ». Selon lui, cependant, « c'est aller trop loin que de dire que les gens sont prêts à des compromis, mais les gens ont certainement l'esprit ouvert ».

Le premier ministre du Nouveau-Brunswick a déjà indiqué, dans une récente entrevue, qu'il prévoit arrêter sa position définitive sur l'entente de Lac-Meech quand il recevra l'automne prochain le rapport du comité parlementaire de sa province qui a entendu les remarques sur cette question.

Hier, M. McKenna disait que « lorsque nous aurons fini notre processus, je pourrai aller vers mes collègues et j'espère que je pourrai trouver un esprit de flexibilité ».

## Trop tôt pour parler d'échec

Pour sa part, M. Mulroney a pris la défense de l'entente constitutionnelle et soutenu avoir personnellement « bon espoir que nous allons faire des progrès importants vers la ratification de l'accord ».

Selon le premier ministre Robert Bourassa, il est encore trop tôt pour parler d'échec de l'accord. Neuf gouvernements sur 11 l'ont adopté et qu'il reste encore 16 mois aux deux autres pour le faire, insiste le chef du gouvernement québécois qui maintient que le Canada court à l'impasse constitutionnelle si l'accord de Lac-Meech n'est pas ratifié.

En même temps, cependant, M. Bourassa continue de refuser une réouverture de l'entente en affirmant que le délai de ratification de trois ans ferait en sorte que, même en reprenant le tout sur une base unanime, de nouveaux changements de gouvernements risqueraient de survenir quelque part au pays et de tout compromettre à nouveau.

Comme son homologue ontarien David Peterson, M. Bourassa a soutenu qu'il n'y a pas de solution de rechange à cette entente et, pour cette raison, il affirme être encore « très confiant ».

Quant au premier ministre albertain Don Getty, actuellement en pleine campagne électorale, il a profité de l'occasion pour blâmer MM. Mulroney, Bourassa et Peterson de se trainer les pieds en ne prenant pas position sur la réforme du Sénat, la priorité de sa province. Rappelant son propre appui à l'accord de Lac-Meech, M. Getty a demandé à ses collègues de répondre maintenant aux préoccupations de sa province.

## Lacroix...

cat. À ses côtés, se trouvait Me André Langlois, son autre avocat.

Pas moins de 400 candidats jurés avaient été convoqués au palais de justice de Québec hier. Normalement, on se contente d'environ 250. De ce nombre, 170 personnes se sont présentées. Environ 80 avaient obtenu une exemption, alors que 40% des « appelés » n'ont pu être joints. Leurs noms avaient été tirés de la liste électorale provinciale de 1985 et depuis, leurs adresses ont changé.

Avant de passer à la sélection des jurés, une conférence préparatoire a été tenue. Encore là, une ordonnance de non-publication ne permet pas d'en rapporter la teneur.

Le procès de Lacroix devrait durer de une semaine à une semaine et demie. La Couronne entend utiliser quatre jours pour faire sa preuve, et la Défense trois. La journée complète pour le choix des jurés correspond aux prévisions des deux procureurs.

Les actes reprochés au télévangéliste auraient été commis entre 1983 et 1987 à La Baie, Charlesbourg, Beauport, Montreuil et Chicoutimi. La présumée victime en aurait été un adolescent, aujourd'hui âgé de 22 ans.

Autre texte en page A-3

## Faillites...

ment du niveau d'épargne, prévoit M. Couture.

Selon lui, l'augmentation du nombre de faillites de consommateurs est un phénomène normal : il y a plus de personnes sur le marché du travail — 83.000 emplois créés en 1988 —, donc plus de gens susceptibles de ne pas rencontrer les deux bouts avec le recours de plus en plus grand aux marges de crédit personnelles et aux cartes de crédit.

S'il y a un facteur qui pourrait provoquer une avalanche de faillites, c'est la montée des taux d'intérêt, qui se confirme d'une semaine à l'autre. Mais il est trop tôt pour savoir jusqu'où cela ira, termine M. Couture.

## Ryan...

le nombre de demandes de dérogation sera sensiblement le même cette année que l'an dernier.

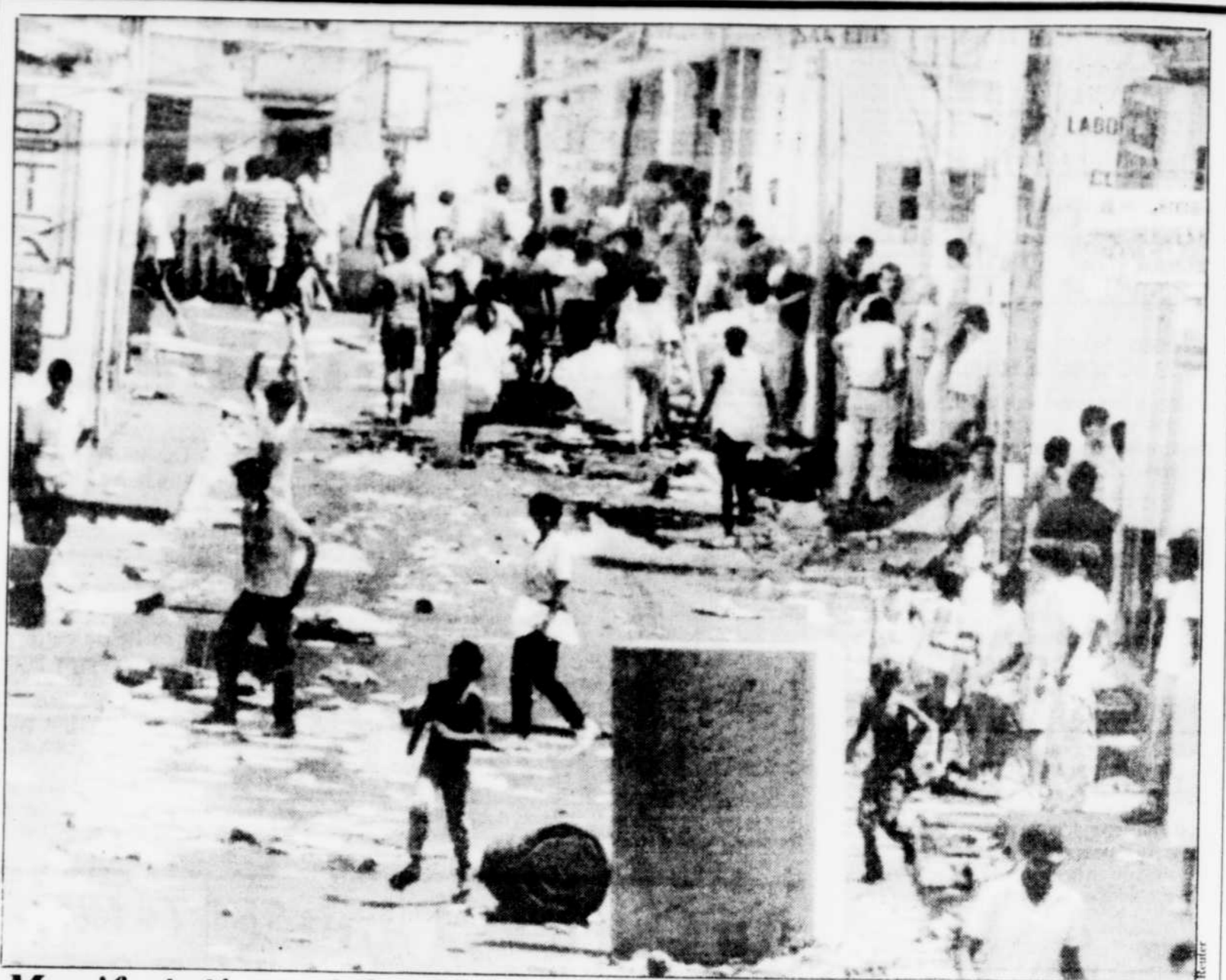
## Par étapes

Devant la confusion qui semble exister dans le milieu scolaire au niveau des mesures de dérogation, l'Association des cadres scolaires avait également fait plusieurs recommandations, dans un avis transmis au ministre l'automne dernier, en vue de faire préciser les critères sur lesquels s'appuie le ministère pour donner ses autorisations.

« De quelle nature est le préjudice que pourrait subir un enfant s'il n'était pas admis bientôt à l'école ? Quels sont les critères pour décider finalement de l'acceptation ou du refus d'une demande de dérogation ? » demandait l'association. Et elle insistait pour que ces critères soient clairs, mesurables et surtout connus de la population, des parents, des commissions scolaires et des professionnels concernés par l'évaluation des enfants.

Pour le ministre de l'Éducation, le dossier des dérogations à l'âge scolaire a beaucoup progressé depuis trois ans. Il insiste pour dire qu'il faut procéder par étapes dans ce dossier, tout en acceptant de rencontrer l'Association des cadres scolaires prochainement pour faire le point sur ses recommandations.

Mais, il y a également les syndicats d'enseignants et d'enseignantes qui sont préoccupés par la question des dérogations et qui demandent à rencontrer le ministre. Selon eux, les dérogations doivent être considé-



## Manifestations violentes au Venezuela

Une étudiante a été tuée d'une balle dans la poitrine lors des violentes manifestations qui ont secoué hier Caracas, la capitale du Venezuela, à la suite de l'augmentation des tarifs des transports publics. Dix policiers au moins ont été blessés — certains par balle — au cours d'affrontements avec les manifestants, dont certains se sont livrés à des actes de pillage (photo).

rees comme une mesure d'exception, mais sont devenues une pratique sélective favorisant certains enfants dits doués.

Ainsi selon la Fédération des enseignantes et enseignants de commissions scolaires (CEQ), cette mesure ne peut que desservir certaines clientèles moins favorisées, comme les enfants des milieux socio-économiquement faibles, et les enfants handicapés ou en difficulté.

## Les Versets sataniques redistribués au Canada

TORONTO (PC, AFP) — Coles, une des plus importantes chaînes de librairies au pays, a décidé hier de reprendre la distribution des *Versets sataniques* de Salman Rushdie, malgré les menaces proférées à l'encontre de certains libraires, a indiqué un porte-parole de la compagnie.

Les magasins qui reprendront la vente des *Versets sataniques* bénéficieront d'une surveillance spéciale et les employés qui se sentent menacés pourront prendre congé, a assuré le porte-parole qui a préféré garder l'anonymat. « Cette décision a été prise après avoir consulté nos gerants. C'était une décision unanime », a précisé le porte-parole.

## Essai au Canada du nouveau missile américain Cruise

OTTAWA (PC) — Le ministre de la Défense, Bill McKnight, a annoncé hier que les États-Unis procéderaient, demain, au premier essai de leur nouveau missile de croisière antiradar au-dessus du sol canadien.

Pour cet essai, le Cruise nouvelle version restera fixé au B-52 tout au long du parcours, de la mer de Beaufort à la base militaire de Cold Lake, en Alberta, en suivant le fleuve Mackenzie.

Cette façon de faire permettra de vérifier le système de direction

du missile furtif.

Des associations de pacifistes s'opposent à cet essai, disant que la plus longue portée du missile et le fait qu'il ne soit pas détectable au radar en font une arme offensive. Le gouvernement répond en soulignant que le missile est trop lent pour en faire une arme offensive.

## Sida: un nouveau médicament mis en vente le 10 avril

MONTREAL (PC) — Le 21 février, Rhone-Poulenc Pharma a obtenu la permission de commercialiser le pentacarinate, communément appelé Penta midine I.V. Ce médicament, qui sera utilisé pour traiter la pneumonie à pneumocystis carinii (PCP) chez les patients sidéens, sera en vente dans toutes les pharmacies du pays à partir du 10 avril. Le patient ne l'obtiendra toutefois que sur ordonnance médicale.

Entre-temps, la Direction générale de la protection de la santé (D.G.P.S.) en a permis la vente aux pharmacies d'hôpitaux afin d'assurer un approvisionnement continu aux patients atteints de PCP. Un porte-parole de l'Hôtel-Dieu de Montréal a confirmé hier qu'on y utilisait maintenant ce médicament. L'Hôtel-Dieu de Montréal a accueilli plus de patients sidéens que tout autre hôpital de la ré-

gion.

Le traitement et l'usage approuvés de ce médicament sont basés sur des études de la solution injectable (I.V.). Des études sur la pentamidine en aérosol ne sont pas encore terminées. Si un médecin choisit d'utiliser le pentacarinate en aérosol, il en est exclusivement responsable.

Jusqu'à présent 1.338 des 2.429 Canadiens atteints du sida sont décédés.

## Après l'extraction d'un calcul rénal

## Bill Vander Zalm est de retour à la maison

RICHMOND, C.-B. (PC) — Le premier ministre Bill Vander Zalm est retourné chez lui, hier, après l'extraction d'un douloureux calcul rénal qui l'a empêché d'assister à une rencontre des premiers ministres à Ottawa.

« Il est fatigué et il ressent encore les effets des médicaments mais tout devrait disparaître durant les prochains jours », a indiqué son attaché de presse, M. Ian Jessop, à Victoria.

Dimanche soir, les médecins ont utilisé un traitement non chirurgical pour déceler et extraire un calcul rénal qui avait nécessité l'hospitalisation de M. Vander Zalm dimanche, au moment où il se préparait à partir pour Ottawa. Le premier ministre souffre de maux de reins depuis plus de 30 ans. Deux douzaines de rayons-X n'ont pas réussi à localiser le cal-

cul, plus petit qu'une dent; les médecins l'ont finalement trouvé grâce à un tube glissé dans l'uretère.

Le premier ministre ne devrait plus ressentir les maux dont il a souffert au cours des deux dernières semaines, a indiqué M. Jessop. M. Vander Zalm devait se rendre en Californie aujourd'hui pour inaugurer un bureau commercial et touristique, jeudi en banlieue de Los Angeles.

Il devait par ailleurs téléphoner au premier ministre Brian Mulroney pour savoir ce qui s'est passé à la conférence, à laquelle la Colombie-Britannique n'était pas représentée.

## Le RAJ renaît sous la poussée de la langue

MONTREAL (d'après PC) — Après avoir été mis en veilleuse dans plusieurs régions du Québec pendant quelques années, le Regroupement autonome des jeunes (RAJ) va renaître comme organisme provincial au cours d'un congrès à Sherbrooke ce week-end.

Le Regroupement autonome des jeunes, un groupe apolitique très militant, était né en 1983, des suites du Sommet québécois de la jeunesse. Pendant quelques années, surtout en 1984 et 1985, le RAJ s'était fait connaître pour ses actions d'éclat comme les occupations de bureaux de députés et les manifestations, concernant surtout les questions de prêts et bourses, de frais de scolarité et de parité des prestations d'aide sociale pour les jeunes de moins de 30 ans.

A partir de 1985, le RAJ « s'est replié dans plusieurs régions », mais ne s'est pas vraiment dissous, assurait hier Manon-Ann Blanchard, membre de l'exécutif national du RAJ.

Pour confirmer cette renaissance, le RAJ tient son 7e congrès, du 3 au 5 mars à Sherbrooke. La région de Sherbrooke était d'ailleurs restée active et militante, malgré l'éclipse du « RAJ national » pendant les trois dernières années.

Le RAJ compte aujourd'hui 300 membres, aux dires de Mme Blanchard. Elle attend entre 50 et 75 délégués au congrès.

## Priorité à la langue

Le RAJ se réunira sous les thèmes chers aux jeunes : maintien des frais de scolarité à l'université à leur niveau actuel; plus grande accessibilité aux prêts et

bourses; parité inconditionnelle de l'aide sociale aux moins de 30 ans et emplois rémunérateurs pour les jeunes.

Cette fois, on ajoute à la sauce jeunesse le piquant de l'actualité. Mme Blanchard compte beaucoup sur une mobilisation des jeunes autour de la défense de la Loi 101. C'est d'ailleurs cette question linguistique « vitale » qui a revivifié le RAJ, selon elle.

« Le RAJ veut faire entendre la voix des jeunes, notamment sur le plan linguistique. Nous ne laisserons pas des juges canadiens venir décider chez nous de nos droits. Nous ne laisserons pas les droits commerciaux venir piétiner nos droits individuels et collectifs. »

Le RAJ proposera à ses délégués de participer à la manifestation du 12 mars à Québec, contre la Loi 178 qui permet l'affichage bilingue à l'intérieur des commerces.

En plus de la langue, le RAJ se préoccupe aussi d'avortement, d'environnement et de pacifisme.

LA QUOTIDIENNE  
tirage du 27 février  
8-4-0  
4-1-4-5



Bernard Vidal, directeur général de la cité du père prononçant un sermon à l'ouverture du marathon de l'adoration de 72 heures.

## Une trentaine de personnes prient pour Pierre Lacroix

Dans la grande salle de la Cité du Père, une faible lueur éclaire l'autel sur lequel se trouve le Saint-Sacrement. Dans la pénombre de la pièce, une trentaine de personnes sont recueillies et prient pour le fondateur de la Cité du Père, Pierre Lacroix, dont le procès s'est ouvert hier au palais de justice de Québec.

par JEAN MARTEL  
LE SOLEIL

Commencé dimanche, le marathon de 72 heures de prières en faveur du télévangéliste Pierre Lacroix s'est poursuivi hier. Des personnes se sont relayées continuellement auprès du Saint-Sacrement pendant la journée et ont assuré ainsi une présence permanente dans la grande salle de la Cité du Père.

Le local ressemblait à une véritable chapelle. Autel, fleurs, lampions, lumière tamisée favorisaient le silence et le recueillement.

Le journaliste du SOLEIL a pu se glisser parmi les fidèles de la Cité du Père. Cependant, dès qu'on l'a reconnu, on lui a signifié que les journalistes n'étaient pas admis et qu'il était inutile de tenter de voir le coordonnateur de la Cité, M. Bernard Vidal.

Dimanche soir, 250 personnes ont participé au marathon de prières en faveur de Pierre Lacroix. Une messe y a été célébrée par l'abbé F. Larochelle. Hier, c'est l'abbé Claude Taffé, du Lac Saint-Jean, qui est venu célébrer la messe à la Cité du Père.

Sur les chaises disposées en demi-cercle devant l'autel, on trouvait ici et là des feuilles de chants. Des citations tirées de la Bible y étaient imprimées et donnaient le ton et le sens du marathon de prière: « Le Seigneur va me venir en aide » et « Le désespéré va bientôt être libéré », deux textes provenant du prophète Esaïe de l'Ancien Testament. Cela voulant traduire l'espoir que les membres et amis de la Cité du Père entretiennent quant à l'issue du procès de Pierre Lacroix.

# En 10 ans, la route 175 a fait 56 morts et 957 blessés plus ou moins graves

En dix ans, 522 accidents survenus dans la portion de la route 175 comprise entre les deux anciennes barrières du parc des Laurentides ont causé des blessures plus ou moins graves à 957 personnes et en ont tué 56. Cette route aussi morbide qu'achalandée a également fait de 1978 à 1987, 1.238 accidents avec dommages matériels.

par ISABELLE JINCHEREAU  
LE SOLEIL

Ces données compilées par la Régie de l'assurance-automobile du Québec concernent le tronçon de route situé entre le kilomètre 88 et le kilomètre 210 de la réserve des Laurentides.

De son côté, la Sûreté du Québec a enregistré depuis sept ans sur le boulevard Talbot, qui traverse Charlesbourg et Stoneham, 20 accidents, mortels pour 24 personnes, 109 collisions avec blessés et 640 accrochages.

Si l'année 1982 présente le meilleur bilan, avec seulement 23 blessés, l'année 1988, elle, fut la plus meurtrière, avec ses sept morts représentant 27 % des tragédies dénombrées par les patrouilleurs du poste de Québec-Metro. Ces derniers patrouillent non seulement jusqu'à Stoneham mais également sur les autoroutes de la Capitale et Henri IV, réputés dangereux.

Ces données ne manquent pas d'intéresser les membres du mouvement Accès-Bleuets, qui tenteront, au cours des prochaines semaines, de convaincre le ministre des Transports de présenter d'ici 1995, un projet de construction d'une autoroute à quatre voies divisées sur les routes 175 et 169, seuls liens terrestres entre les Québécois, les Saguenéens et les Jeannois.

Ces deux voies, truffées de pentes, de courbes, souvent enneigées ou glacées et empruntées chaque semaine par quelque 6.000 véhicules lourds de plus en plus impliqués dans des accidents majeurs, terrorisent les automobilistes.

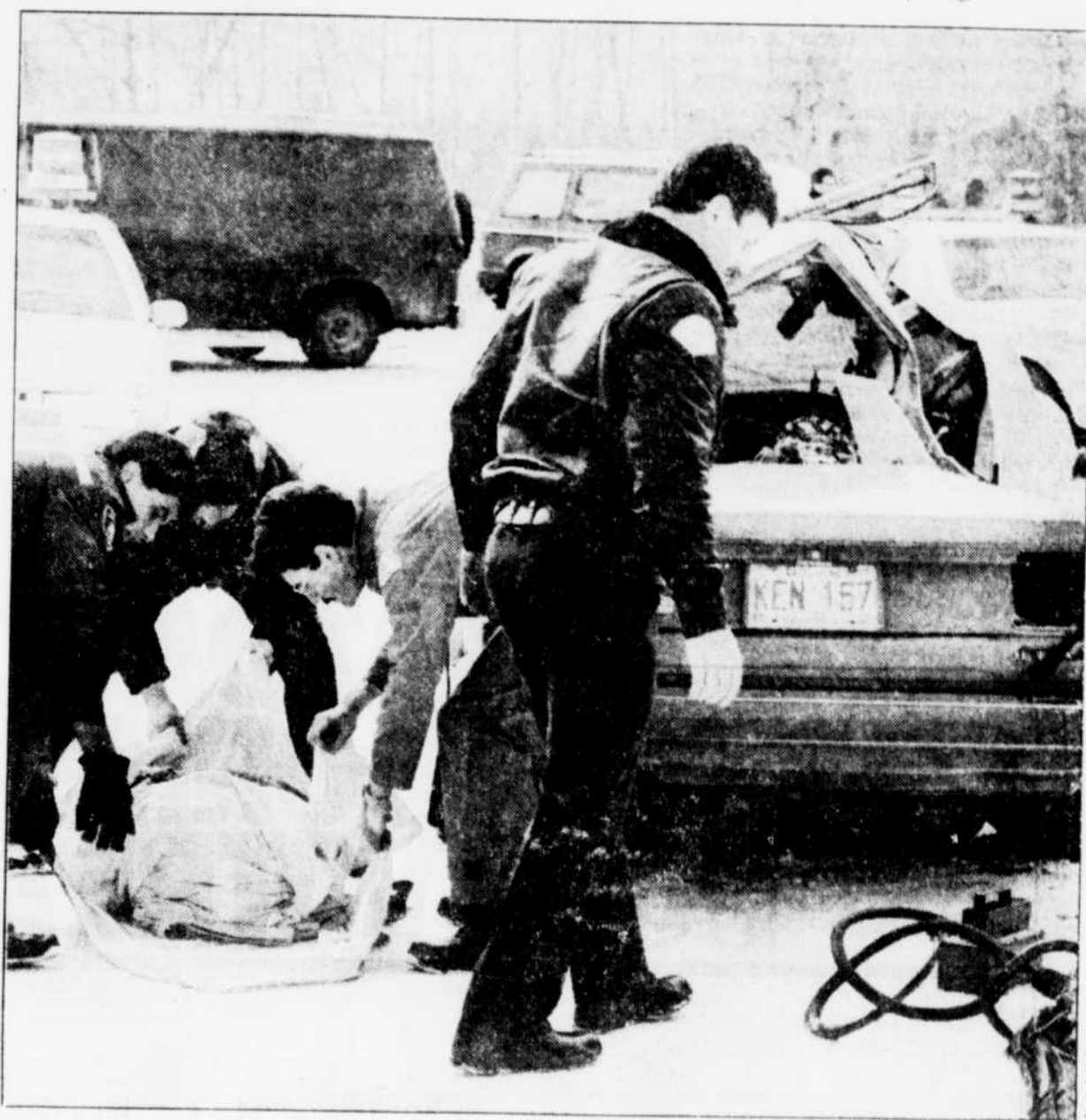
A tel point que le mouvement parle de libertés individuelles, de sécurité et de visites perturbées par cette route mal dessinée, qui

l'intersection de Stoneham.

Les instigateurs du regroupement, les Saguenéens, ont plusieurs tours dans leur sac pour forcer la main du gouvernement, quitte à bloquer la route 175, menant à Chicoutimi, au Saguenay, et la 169, qui conduit à Hébertville, au lac Saint-Jean.

Ils réclament notamment la réinstallation des traditionnelles barrières délimitant l'ancien parc

national et l'augmentation d'autos-patrouilles pour améliorer la sécurité du parc. Actuellement, onze membres de la SQ sont affectés sur le territoire du poste de l'Étape tandis qu'un seul véhicule couvre le secteur nord du Québec-Metro. Des opérations-radars sont planifiées régulièrement sur la réserve faunique mais ce territoire demeure trop vaste pour être complètement protégé.



Dans le décompte des accidents sur la 175, l'année 1982 présente le meilleur bilan avec 23 blessés alors que 1988 fut la plus meurtrière avec sept morts.

## Québec n'envisage pas d'autoroute à quatre voies avant la fin des années 90

Le ministère québécois des Transports ne compte pas « dormir » sur le tronçon « excessivement dangereux » de Stoneham-Charlesbourg, en 1989, mais il écarte toute possibilité, avant la fin de la décennie 1990, de porter de trois à quatre voies l'autoroute 175 qui relie Québec au Saguenay-Lac-Saint-Jean.

par JACQUES DUMAIS  
LE SOLEIL

L'attaché de presse du ministre Marc-Yvan Côté, M. Jean-François Normand, a révélé au SOLEIL, hier, en réponse à un groupe de pression de naissance récente, Accès-Bleuets, que le débit de circulation, à partir de chiffres datant de 1988, ne justifie aucunement un tel élargissement de l'autoroute du Parc des Laurentides.

Actuellement en vacances, M. Côté se rendrait au Royaume des Bleuets, « d'ici quelques semaines », pour réitérer que le gouvernement s'en tiendra rigoureusement au plan quinquennal de réfection de \$36,5 millions qu'il annonçait en août dernier débu-

tant cette année et impliquant, entre autres, la création d'autres voies lentes ou d'évitement, la correction de courbes et l'asphaltage de la 175.

Pour le ministre, une autoroute à quatre voies signifie des coûts astronomiques qui n'amélioreraient guère la sécurité publique. Ainsi environ 40 % des accidents d'automobiles font suite à des collisions avec des orignaux, sans compter tous les autres ne résultant pas d'impacts entre deux véhicules. « Une autoroute à quatre voies ne changerait rien à cela, de comment M. Normand. Elle n'aurait d'influence que sur la perception des individus, parce que moins stressante qu'une autoroute à trois voies. »

Le ministre, selon son attaché,

va plutôt coller au consensus des priorités socio-économiques déjà établi avant 1985 et confirme l'an dernier par des intervenants majeurs du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Dans l'ordre ce sont : 1) la route Alma-La Baie; 2) la route du Nord; 3) celle du tour du Lac; 4) l'autoroute à quatre voies.

En revanche, le député-ministre de Charlesbourg, en sus des \$36,2 millions prévus pour la 175, se rendra aux exigences des ventres bleus quant au réaménagement du tronçon sanguinaire Stoneham-Charlesbourg, surtout au lendemain d'une autre collision mortelle survenue la en fin de semaine.

Le ministère devrait procéder à des appels d'offres des cette année pour remédier à cet impair autoroutier. On tend à privilégier deux nouvelles voies sans accès, de Stoneham jusqu'aux limites de Charlesbourg, pour le trafic de transit cependant que la circulation locale se poursuivrait sur le Boulevard Talbot.

Le ministères des Transports et

de l'Environnement, selon M. Normand, tendent vers ce compromis qui réduirait sensiblement la circulation, notamment des poids lourds, et la moyenne annuelle de 32 accidents qui, depuis 1982, sont le résultat de collisions aux intersections dans un milieu de résidences, de commerces et d'autobus d'écoliers et où le va-et-vient constant rendrait irréalisable tout projet d'élargissement à cette hauteur.

Dans ses études de tracé entreprises en 1986, pour une toute nouvelle route, le ministère des Transports, souligne M. Normand, accuse du retard par suite d'un désaccord avec le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE). Celui-ci, dit-il, souscrivait à l'idée de la route mais en excluant les voies de service. Des viaducs ou tunnels auraient limité l'accès à bon nombre de propriétaires de chalets et oblige le gouvernement à l'expropriation inutile et coûteuse d'une cinquantaine de lots...

## Corporation de transport de la Rive-Sud Les chauffeurs acceptent l'entente de principe

LEVIS - Les 39 chauffeurs de la Corporation intermunicipale de transport de la Rive-Sud de Québec (CITRSQ) ont accepté dans une proportion de 64 % le projet de convention collective élaboré par l'exécutif syndical et l'employeur.

décrochent des augmentations de 5,5 % (1989), de 6 % (1990) et de 6,5 % (1991). Du coup, ils obtiennent la parité avec leurs confrères de la Commission de transport de la Communauté urbaine de Québec (CTCUQ).

par GILBERT LEDUC  
LE SOLEIL

Selon le conseiller syndical de la CSN, M. Jacques Benoit, la signature officielle du nouveau contrat de travail, qui sera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1991, devrait se faire au cours des prochaines semaines. « Il faut apporter certaines corrections au texte de l'entente de principe », précise le syndicaliste.

Comme le souhaitait depuis fort longtemps la partie patronale, les syndiqués ont accepté l'introduction d'un régime de temps partiel. « Il ne pourra pas y avoir plus de huit chauffeurs à temps partiel à la fois et ils ne devront pas accumuler cumulativement plus de 120 heures par semaine », explique M. Benoit, en mentionnant que la CITRSQ ne pourra pas remplacer systématiquement les travailleurs réguliers par des « temps partiels ».

Du côté salarial, les syndiqués



Le chef du Rassemblement populaire, l'ex-ministre Jean-Paul L'Allier

## Jean-François Bertrand a fait preuve d'un manque d'éthique, estime le chef du RP

Le chef du Rassemblement populaire, l'ex-ministre Jean-Paul L'Allier croit que M. Jean-François Bertrand devra se prononcer sur les grands dossiers de la ville de Québec et annoncer les réformes qu'il entend mettre en vigueur, maintenant qu'il a mis fin au « faux suspense d'une candidature à la mairie de Québec ».

par MARCEL COLLARD  
LE SOLEIL

M. L'Allier trouve qu'en commandant personnellement des sondages tout en bénéficiant d'une antenne à la radio, M. Bertrand a fait preuve d'un certain manque d'éthique. Appelé à s'exprimer relativement au départ de M. Bertrand, cette semaine, comme animateur radiophonique, le porte-parole du RP croit qu'il faudra cependant attendre la décision de l'actuel maire Jean Pelletier de briguer ou non les suffrages une

nouvelle fois, avant d'engager le combat.

Selon M. L'Allier, M. Bertrand, aussi ex-ministre du gouvernement québécois, est un excellent politicien qui doit sa popularité actuelle au rôle d'animateur qu'il a joué à la radio depuis les dernières élections provinciales.

Il ajoute cependant que dans l'éventualité où il pourrait être appelé à remplacer le maire Pelletier comme chef du Progrès civique, M. Bertrand devra se prononcer sur les grands sujets de l'heure,

tels la mise en valeur de la « grande place » et de la Pointe-à-Carcy ou d'autres, comme l'îlot St. Patrick. En plus, selon M. L'Allier, il devra démontrer que son arrivée comme « élément de renouveau est autre chose qu'un changement de chauffeur... quelqu'un venu prendre le relais d'un parti qui se comporte comme un associé des promoteurs au lieu de se conduire en gouvernement au service de la population ».

**La mairie de Québec**

Pour sa part, le maire Jean Pelletier se dit nullement bouculé par la récente décision de M. Bertrand qui prépare son entrée éventuelle dans la course à la succession à la mairie et la chefferie du Progrès civique.

Il croit que l'ex-ministre Ber-

trand a seulement exercé son droit à prendre une décision en toute liberté d'esprit.

Au cours de l'assemblée du conseil, quand le conseiller Jean-Paul Morency a fait part du 54e anniversaire de naissance de M. Pelletier, celui-ci a dit: « Ce n'est pas ma dernière année au conseil ».

Les journalistes ont pensé qu'il s'agissait là d'une annonce officielle ou quasi officielle d'un nouveau mandat, ou tout au moins d'une bonne piste, mais le maire a rectifié ses propos au cours de la conférence de presse qui a suivi, repétant que la décision sera prise dans le meilleur intérêt de la ville, du parti et de sa famille, puis annoncée en temps opportun.

## Des pertes de \$400,000 non assurées

## La scierie Georges Lessard ravagée par le feu

ST-JOSEPH DE BEAUCÉ - Non assuré pour les pertes de \$400,000 qu'il a subies hier matin par le feu, le propriétaire de la scierie Georges Lessard de Saint-Joseph de Beauce a besoin d'un peu de répit avant de décider de l'avenir de son moulin à bois.

par ISABELLE JINCHEREAU  
LE SOLEIL

Vers 7h hier, l'un des trois bâtiments de l'entreprise familiale, spécialisée dans la fabrication de planchers de bois franc et meubles antiques, a été rasé par les flammes. C'est un conducteur qui passait en face du 576, de la route des Erables, qui a découvert l'incendie.

« Je suis établi depuis 35 ans et ça coûte trop cher s'assurer. Je possède deux autres constructions spécialisées dans le sciage et le planage du bois. Je peux toujours m'en sortir », explique M. Georges Lessard.

Non sans difficulté si on considère que le moulin était le cœur de l'entreprise de construction et que même une corvée beauceronne ne remplacera pas les presses, les sableuses et les scies radiales détruites par les



Aucun des trois bâtiments du moulin à bois de Georges Lessard n'est assuré contre le feu.

flammes.

À l'arrivée des pompiers hier matin, la bâtisse remplie de machinerie et de 10.000 pieds de bois de première qualité, était un brasier. M. Lessard et son fils Alain ont déclaré qu'en passant sur le

terrain vers 22h30 dimanche, tout était normal au moulin, fermé tout le week-end.

La fournaise à bois, qui chauffait samedi soir, s'était éteinte, de même que l'électricité. Personne ne peut dire ce qui s'est passé du-

rant la nuit de lundi, sauf peut-être les enquêteurs du Bureau des crimes contre la propriété de la Sûreté du Québec, qui fouilleront les lieux aujourd'hui. L'entreprise emploie jusqu'à cinq personnes et réalise un chiffre d'affaire annuel d'au moins \$200,000.

## En Bref...

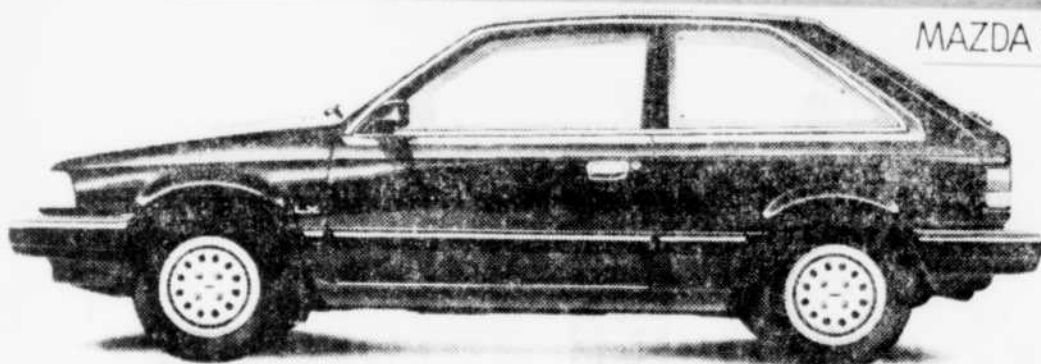
## ■ Meurtre dans Matapédia

Un homme de 49 ans a été accusé hier, au palais de justice de Matane, du meurtre de Mme Cécile Larrivée-Larocque, 59 ans, abattue dimanche soir d'une balle de calibre .12 dans une résidence de Saint-Moise, dans la circonscription de Matapédia. Robert Marin, de Saint-Moise, a été appréhendé quelques instants après le drame, qui découle d'une banale querelle entre les deux concubins. La dispute s'est produite au 127, de la route 132, alors que trois personnes se trouvaient dans la maison. L'accusé se serait emparé de son arme, à la suite d'une réflexion de sa compagne, et l'aurait visée à la tête. Un témoin a assisté impuissant au drame. La victime est originaire de Baie-des-Sables.

## ■ Incendiaire accusé

Un Lévisien de 33 ans, Gilles Marcheterre, a avoué hier matin, au commissaire aux incendies Cyrille Delage, avoir mis le feu à sept reprises depuis les six dernières années. Le suspect a été appréhendé dimanche par la police, alors qu'il venait de commettre son septième crime d'incendie, dans l'immeuble du 20, de la rue Tanguay à Lévis. Le feu a fait pour \$1,000 de dégâts. Il venait d'enflammer des boîtes de carton entreposées au sous-sol. De plus, hier, Marcheterre a avoué à Me Delage qu'il était l'auteur de l'incendie qui avait causé un million et demi de dollars dans deux immeubles de la Côte du Passage à Lévis, le 23 janvier 1987. Aussi, il a confessé avoir mis le feu dans le passé au magasin Steinberg de la route Kennedy. Il a également fait venir deux fois les pompiers à sa résidence du 111, de la rue Châteaubriand à Lévis et autant de fois au 42, de la rue Bégin. Le suspect, employé à la maison de récupération Via, a expliqué que sa séparation, survenue en 1983, l'obsédait, au point de mettre le feu partout. Le commissaire a recommandé que des accusations de crimes d'incendie soient portées contre l'homme, qui a comparu en après-midi devant la justice. Marcheterre devra subir un examen psychiatrique avant de revenir devant le juge, jeudi.

# MAZDA VOUS EN DONNE PLUS POUR VOTRE ARGENT!



MAZDA 323

TRANSMISSION AUTOMATIQUE  
SANS SUPPLÉMENT!

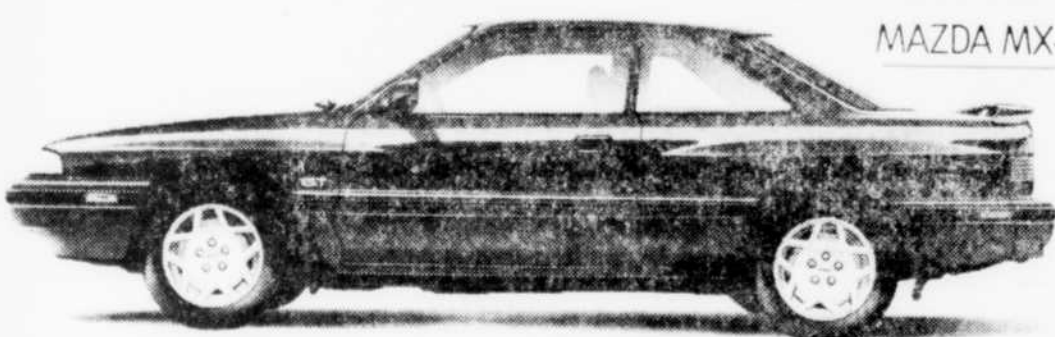
Valeur au détail **840 \$\***  
ou crédit de valeur équivalente



MAZDA 626

TRANSMISSION AUTOMATIQUE  
SANS SUPPLÉMENT!

Valeur au détail **920 \$\***  
ou crédit de valeur équivalente



MAZDA MX-6

CLIMATISATION  
SANS SUPPLÉMENT!

Valeur au détail **1 500 \$\***  
ou crédit de valeur équivalente



MAZDA B2200

MINIMUM DE **1 000 \$** DE RABAIS  
SUR TOUTES LES CAMIONNETTES MAZDA!

— Incluant la —  
**SE-5 ÉDITION SPÉCIALE**

**PLUS ENCORE... LA MEILLEURE GARANTIE DE L'INDUSTRIE!**

**HÂTEZ-VOUS! OFFRE DE DURÉE LIMITÉE • PASSEZ CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE MAZDA DÈS AUJOURD'HUI!**

**mazda**

\*Base sur le prix de détail suggéré du manufacturier (transmission automatique) et le prix de vente approuvé (climatiseur). Ces offres ne peuvent être combinées à d'autres offres spéciales (exemple: la Mazda 323 Plus). Pour plus de détails, passez sur votre concessionnaire Mazda. Certains concessionnaires peuvent vendre moins cher. Durée de l'offre: du 4 février au 2 mars 1989.

Québec  
Chatel Automobiles Ltée  
1350 Boulevard  
628-6336

Matane  
Garage Marcel Villeneuve Inc.  
1780 ouest, rue du Thars  
862-0215

St-Foy  
Jacques Girard Automobiles Inc.  
656 rue Graham Bell  
687-0753

Pintendre  
A. Lachance Automobile Inc.  
529 Route Kennedy  
837-8897

Thetford Mines  
Centre de L'Auto Amiante Inc.  
410 sud, boul. Smith  
338-4694

St. Georges de Beauce  
Automobiles Sittelle  
15300 boul. Lacroix  
228-4815

Québec  
Rendez-Vous Mazda  
1615 boul. Henri Bourassa  
529-8551

Rimouski  
Automobiles R.P. Inc.  
435 boul. Ste-Anne  
Pointe au Père  
724-7888

Plessisville  
Maurice Côté  
Automobiles Inc.  
637 rue St-Louis  
362-7324

St-Patrice de Bourville  
Automobiles M. Blais  
462 rue Principale  
596-2322

Rivière du Loup  
Voyer Automobile Inc.  
160 Fraser  
862-3263

Grande Rivière  
Lloyd Sutton Auto  
89 Grande Allée  
385-2279

Baie Comeau  
Mazda Cote-Nord  
291 boul. La salle  
296-0202

## Les Halles Quatre-Saisons se raniment

CHARLESBOURG - L'édifice des Halles Quatre-Saisons à Charlesbourg devrait se ranimer peu à peu. M. Mario Bedard, porte-parole du groupe Herve Pomerleau qui appartient l'immeuble, a indiqué au SOLEIL que des négociations étaient en cours pour amener des locataires. « Nous menons présentement une étude, précise-t-il, de façon à mettre en place un plan d'ensemble rentable pour relancer les activités. Actuellement, la chaîne Domino's Pizza installe un comptoir de livraison au rez-de-chaussée qui devrait ouvrir ses portes au début de la semaine prochaine. D'autre part, selon des renseignements obtenus par LE SOLEIL, le deuxième étage de l'édifice des Halles pourrait être occupé par un centre de conditionnement physique.

## Démonstration de rouli-roulant à Beauport

BEAUPORT - À la suite de la présentation d'un projet soumis à la ville de Beauport par M. Jean-Luc Rivest pour créer un parc réservé à la pratique du rouli-roulant (skateboard) en face de l'aréna de Giffard, le « club de skateboard de Beauport » tiendra deux jours de démonstration dans le cadre du Festival des jeunes de Beauport, mercredi et jeudi à l'école Sainte-Chrétienne de Giffard, 2324 rue Renouard. Le parc, qui ouvrira chaque jour en juillet et août, comprendra entre autres un grand bassin avec diverses dénivellations, deux demi-cercles de cinq et dix pieds et deux rampes pour les sauts.

## Nids-de-poule

QUÉBEC - L'hiver qui tire à sa fin aura lourdement endommagé certaines rues de la ville de Québec. Des mesures ont donc été prises afin de doubler le nombre des employés affectés à l'entretien de la chaussée. Dans un communiqué, la ville de Québec mentionne que ces employés procèdent présentement « de façon intensive » à la réparation de ces trous, et demande, par le fait même, la collaboration des automobilistes afin que les travaux se déroulent dans les meilleures conditions possibles. La température « anormalement changeante » des derniers mois, qui a entraîné plusieurs cycles de gel et de dégel, serait à l'origine de ces dommages.

**POUR MIEUX CONSOMMER...**

Les pages "Consommateur" du Matin et du Soir vous offrent des conseils pratiques pour mieux consommer. Elles vous aident à mieux connaître les produits que vous achetez et à mieux protéger vos intérêts.

**LE SOLEIL**  
ABONNEMENT: 647-3333

Pour les gens de l'extérieur, composez le numéro sans frais: 1-800-463-2362

Heures d'affaires:  
Lundi au vendredi: 7h00 à 17h30  
Samedi et Dimanche: 8h00 à 12h00

# Pelletier affirme que Stadaconé n'est pas enfoui sous le site de la «grande place»

Non, le village amérindien de Stadaconé n'est pas enfoui dans le sol de la « grande place », cet endroit choisi par la Ville de Québec comme l'emplacement d'un futur complexe immobilier nécessitant un investissement d'au moins \$250 millions.

par MARCEL COLLARD  
LE SOLEIL

Hier soir, après la réunion du conseil municipal, le maire Jean Pelletier a affirmé que c'était la conclusion des recherches archéologiques effectuées à la fin de décembre par le groupe Arkhis.

Le maire n'a pas encore reçu le rapport officiel des fouilles, mais selon les renseignements qui lui ont été communiqués, on a trouvé aucun vestige de ce village dont Jacques Cartier a fait mention dans ses récits.

La présence du village iroquoïen était une des hypothèses émises. Cependant l'énigme reste entière.

À propos de la « grande place », le rapport sur la consultation menée relativement au projet du groupe Citicom-Gagnon, n'a pu être déposé, cette semaine. La présentation ne saurait tarder, affirme M. Pelletier qui parle plutôt des résultats d'une réflexion du service d'urbanisme faite à partir de la consultation que d'un simple

l'opposition tente de poser une question au sujet des deux organismes, il se trouve un conseiller, quand ce n'est pas aussi le maire lui-même qui invoque le règlement pour interdire toute discussion.

La porte-parole du Rassemblement populaire, Mme Winnie Frohn a eu droit à ce traitement quand elle a demandé des renseignements sur l'étude de faisabilité du réseau de transport rapide proposé par la CTCUQ.

Les gens du Progrès civique disent que cela n'est pas du ressort du conseil et recommandent chaque fois d'aller poser les questions directement à la CUQ.



Le maire Jean PELLETIER

compte-rendu des audiences publiques.

### Sujets tabous

Aux assemblées du conseil, au moins deux sujets sont tabous. Il s'agit de la Communauté urbaine de Québec et la Commission de transport de la Communauté urbaine de Québec qui coûtera cette année \$43 millions aux contribuables.

Chaque fois qu'un conseiller de

## L'arpenteur-géomètre déménagera ses bureaux dans un secteur commercial

Après avoir perdu sa cause en cour municipale puis en cour supérieure en tentant de faire reconnaître ce qu'il considérait être des droits acquis, l'arpenteur-géomètre Robert Drouyn, de la rue De Gaulle à Charlesbourg, a décidé de ne pas porter son cas en appel et de signer un entente avec la municipalité concernant son bureau logé dans le sous-sol de sa résidence.

par YVES THERRIEN  
LE SOLEIL

Dans un document transmis aux autorités municipales, M. Drouyn s'engage à déménager ses bureaux dans un secteur commercial ou à se conformer, d'ici le 1er juillet, à la réglementation municipale. Dans un secteur résidentiel, la règle permet l'utilisation d'une superficie maximum de 30 mètres

carrés dans une résidence à des fins de bureau pour un professionnel. De même, il ne doit pas y avoir plus d'un employé ne résidant pas dans la maison à l'emploi de ce type de bureau.

Les citoyens de la rue De Gaulle s'étaient plaints de nombreuses reprises que les activités du bureau de M. Drouyn dépassaient les normes établies au point de perturber la vie du quartier. Le maire Ralph Mercier a précisé que l'entente signée récemment permettrait un retour à la normale au cours de l'été.



Yves BERNIER

## Les plans sont prêts

Les plans d'architecture de la prochaine Maison Kinsmen 1989 sont prêts, ai-je appris de bonne source. Le mandat a été confié cette année à la Clinique d'architecture de Québec, mais rejoint au téléphone hier, un architecte-consultant du groupe, Louis Desrochers a refusé de confirmer ou d'infirmer la nouvelle. Chaque année, ce sont les clubs Kinsmen eux-mêmes qui se gardent le droit de rendre publics les plans et le ou les noms des architectes choisis pour la maison en même temps que l'on dévoile le nom de l'entrepreneur qui réalisera la maison. Je sais que le contrat avec le constructeur n'a pas encore été signé.

## Les enfants en rêvent

Vous pourriez vous en servir comme cabanon de luxe, comme petit chalet de pêche mais surtout comme maison pour enfants. Pour une première campagne de souscription publique, la Fondation Cardinal-Villeneuve a pu, grâce à la contribution gratuite de la Seigneurie de Beupré et ses partenaires et en collaboration avec le centre commercial Laurier, faire construire à l'échelle un tiers une réplique d'une unité double des maisons de ville du développement domiciliaire situé près du Mont Sainte-Anne.

Dans le mail ouest du centre commercial, on a installé « la petite maison dans la grande place », comme la désignent les bénévoles qui se dévouent depuis le 17 janvier pour vendre des billets de tirage (\$1) de la réplique au profit de la fondation. Le président Claude Goulet est convaincu que cette première levée de fonds aura beaucoup de succès grâce à son aspect original. En effet, la maison fascine aussi bien les adultes que les « enfants qui se voient déjà « propriétaires ».

La réplique mesure 3 mètres de profondeur, sur 4,6 de façade et 3,6 de hauteur. Construite par Turmax Construction Inc., Donat Flamand (portes et fenêtres), Canac-Marquis (matériaux), Solarium Expert (verrière), elle est meublée par Ameublement Le Petit Prince et le paysagement est de Tecchio Paysagiste. Yves Hébert, un des actionnaires de la Seigneurie de Beupré, déclarait à ce sujet : « Il n'y a pas un enfant qui n'aimerait pas avoir dans sa cour une telle maison pour jouer ». Vous avez jusqu'au 11 mars pour la visiter et apporter votre contribution qui vous donne droit au tirage.

La fondation existe depuis 1970, mais elle était jusqu'à maintenant à peu près inconnue du grand public, s'adressant surtout aux entreprises et gens d'affaires. Elle aide le centre Cardinal-Villeneuve et l'école Madeleine-Bergeron. Le centre est un établissement hautement spécialisé dans la readaptation des jeunes handicapés physiques de 0 à 17 ans de l'Est du Québec. Parallèlement, l'école offre des services éducatifs aux jeunes handicapés physiques.



L'unité double à l'échelle est jolie et solide à part ça.

## Ils sont toujours bons amis

Ils se sont connus en politique durant le premier mandat de Robert Bourassa, et ils sont toujours restés de bons amis, même s'ils oeuvrent maintenant dans des domaines différents. Pierre Mercier était député libéral et Raymond Quirion, chef de cabinet du ministre Claude Castonguay, le père de l'assurance maladie. M. Mercier a été directeur général du Vieux-Port et il dirige maintenant sa propre maison de communications, Pierre Mercier et associés. M. Quirion est consultant financier chez Merrill Lynch Canada Inc. Rencontrés il y a quelque temps au Chanoine Kirr, les deux copains m'ont répondu d'une seule voix : « Finie, la politique ! »



De gauche à droite, les vieux copains Pierre Mercier et Raymond Quirion se rencontrent à l'occasion autour d'un bon repas.

## En bref...en bref...en

C'est lors d'une visite personnelle à son atelier de l'île d'Orléans durant son séjour annuel à sa résidence de la Citadelle que le gouverneur général, Jeanne Sauvé a demandé au peintre Marius Dubois de faire son portrait. La remise officielle de l'oeuvre pourrait se faire après le départ de Mme Sauvé, en mai. - Pour ceux qui ne le savent pas déjà, un groupe d'auteurs-compositeurs-interprètes de la région de Québec ont formé l'été dernier une association pour « freiner l'émigration » de nos interprètes vers d'autres régions. L'Union des créateurs et interprètes de chansons d'expression francophone de Québec Inc. (UCICEFQ) est toujours à la recherche de nouveaux membres. L'union veut répondre aux besoins de diffusion, de production et de promotion des oeuvres des artistes de notre région. Pour plus d'information, contactez Christine Tremblay au 648-0529 ou Christine Bernard au 525-5750. - Plusieurs Québécois se rappellent de l'ouverture extravagante du Hilton Québec et de son premier directeur général, Paul Archambault, Québécois pure laine. Si vous avez suivi sa carrière, il a quitté Québec en 1978 pour devenir directeur général du Montréal Aéroport Hilton International. Il vient tout juste d'être nommé directeur général du Bonaventure Hilton International à Montréal. - Les Kiwanis sont susceptibles. Lors des premiers Jeux d'hiver des entreprises dans le cadre du Ski-athon de la Fondation du rein de Québec, c'est le club Sillery-Sainte-Foy qui s'est classé premier et non le club de Québec comme je l'avais écrit. Dans le fond, l'équipe gagnante représentait tous les Kiwanis de la région ?

Vous pouvez joindre l'auteur de cette chronique de 9h à 12h, du mardi au vendredi, au numéro 647-3394.

## NOUVELLE ADRESSE

**LA CLINIQUE TARDIF ENR.**  
400, boul. Jean-Lesage,  
bureau 100  
Tél.: 529-9721

DR BERNARD BERTHIAUME  
DR JEAN DESLANDES  
DR MARTIN GIASSON  
DR PAUL LAMBERT

### Optométristes

- Examens de la vue
- Verres de contact
- Lunettes
- Soins professionnels complets

VALIDE DU LUNDI AU VENDREDI  
DE 10 H À 22 H (éclairé)

AINSI QUE LES  
SAMEDIS et DIMANCHES  
SOIR  
de 18 h 30 à 22 h

**1/2 PRIX**  
DU TARIF RÉGULIER  
GLISSADES  
SKI DE FOND

sur présentation de ce coupon  
piste éclairée  
Limite: 1 par coupon par client

### TABLE D'HÔTE (le soir)

Potage	
Spaghetti italien	6 \$
Fondue suisse	8 \$
Coq au vin	12 \$
Boeuf bourguignon	12 \$
Fondue chinoise (entrée: fondue parmesan)	16 \$
Dessert, café	

Rés.: 849-4418

CE SPÉCIAL EST VALIDE  
À COMPTER DE 18 H 30  
SEULEMENT  
durant la semaine du 28 février  
au 3 mars 1989

le club  
Mont-Tourbillon

LAC BEAUPORT

## Manoir de Jouvence



Tél.: 847-4533

Le Manoir de Jouvence, une plus petite résidence pour retraités et préretraités, conçue pour mieux vous servir et vous offrir un milieu de vie plus chaleureux et des services personnalisés.

La résidence est située en plein coeur du centre-ville de Loretteville, près des services communautaires, de l'hôpital, de l'église et autres commodités (banque, épicerie, bureau de poste et réseau de correspondance d'autobus), le tout se faisant à pied.

- chauffé, éclairé
- Salle de lavage et savon (gratuit)
- Intercom et vidéo à l'entrée
- Gicleurs
- Spacieux salon et boudoir communautaires
- Surveillance 24 heures
- Activités socio-culturelles
- Supervision médicale
- Sonnettes d'urgence
- Ascenseur
- Consultation et supervision (gérontologue)

21, rue St-Joseph, Loretteville,  
Qué. G2A2R8

# WISEEZ JUSTE

Un REÉR BNE : plus que jamais, un bon choix au bon moment pour faire fructifier votre argent et assurer votre avenir.

**BNE**  
LA BANQUE DE NOUVELLE-ÉCOSSE

LA RENCONTRE DES PREMIERS MINISTRES

Des manifestants accueillent les premiers ministres

Des propos que Royal Orr juge de bon augure

OTTAWA — Le président d'Alliance Québec, M. Royal Orr, s'est dit encouragé par les commentaires formulés par les premiers ministres au terme de leur rencontre d'hier.

par ANDRÉ FORGUES  
LE SOLEIL

Présent au moment où les chefs politiques du pays se sont présentés tour à tour devant la presse, en fin d'après-midi, M. Orr s'est réjoui que « de plus en plus, M. McKenna et M. Filmon se présentent comme des gens préoccupés des droits individuels et de

leur protection telle qu'assurée ou compromise par l'accord de Lac-Meech ».

M. Orr a également noté avec satisfaction que quelques premiers ministres ont mentionné que la présence de la clause nobstant dans la constitution a été évoquée au cours de la rencontre d'hier. « Ils sont en train de discuter cela. C'est un développement assez important », Alliance Qué-

bec s'oppose au maintien de cette disposition de la constitution.

Toutefois, M. Orr a indiqué au SOLEIL que son organisme estime toujours qu'il revient d'abord au premier ministre fédéral Brian Mulroney « de faire face à ce qui se produit au Canada avec la dualité linguistique. Est-ce que la constitution, avec l'accord actuel, protège assez les minorités? »

Sur cette question, Alliance Québec attend une réponse à la lettre que cet organisme a fait parvenir à M. Mulroney, ces jours derniers.

« Les anglophones du Québec n'ont jamais demandé que M. Filmon agisse comme porte-parole de leurs intérêts », répond d'ailleurs M. Orr quand on lui rappelle les positions adoptées par le premier ministre du Manitoba, il y a quelques années, face à la minorité francophone de sa province.

**Manifestation**

Par ailleurs, les premiers ministres ont été accueillis à l'édifice du Parlement, hier midi, par quelques dizaines de manifestants qui brandissaient des pancartes dénonçant tout autant la loi 178 du premier ministre Bourassa que l'accord de Lac-Meech.

« Si vous aimez l'Afrique du Sud, vous adorerez le Québec », lisait-on en anglais sur une bannière. Une pancarte proclamait « Let speak English while it's still legal and allowed in Canada » (Parlons anglais pendant que cela est encore légal et permis au Canada).

Sur un drapeau, le chiffre « 101 » apparaissait en filigrane derrière une croix gamée. Certains ont par ailleurs crié « Bourassa nazi ».

Seul le premier ministre Joe Ghiz, de l'Île-du-Prince-Édouard, s'est rendu discuter avec ces manifestants qui ont copieusement



Le premier ministre du Nouveau-Brunswick, Frank McKenna (à gauche) et celui du Manitoba Gary Filmon ont trouvé un appui en la personne du président d'Alliance Québec, Royal Orr.

hué l'arrivée du chef ontarien David Peterson mais acclamé celle du premier ministre Frank McKenna.

La plupart de ces manifestants se réclamaient de l'Association

pour la préservation de l'anglais au Canada. Quelques-uns scandaient aussi des slogans à la défense du droit du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest à accéder au statut de province.

Québec: un nouvel indice permet de croire à des élections printanières

OTTAWA — Au moment où l'on parle beaucoup de la possibilité d'élections générales dès ce printemps au Québec, le premier ministre Robert Bourassa a donné hier un autre indice que cette possibilité n'est pas à exclure.

annoncé au début d'avril et l'élection partielle devrait se tenir au mois de mai... A moins d'imprévu, normalement, cela se ferait au mois de mai.

sad, qui a fait le saut en politique fédérale l'automne dernier, a demandé à M. Bourassa de venir répondre à quelques questions de journalistes de sa circonscription.

En fait, M. Bourassa est tenu par la loi électorale de déclencher cette élection au plus tard en avril et le vote doit donc se tenir en mai. La seule façon qu'il en soit autrement serait que des élections générales soient déclenchées pendant que les partielles sont en cours. Dans ce cas, les anciens électeurs de M. Assad pourraient ne voter qu'en juin, en même temps que tous les Québécois.

par ANDRÉ FORGUES  
LE SOLEIL

Cela s'est produit quand l'ex-député libéral provincial Mark As-

Quand ceux-ci ont demandé au premier ministre à quel moment des élections partielles seraient déclenchées pour trouver un successeur à M. Assad, M. Bourassa a répondu que « cela devrait être



Des manifestants, certains portant cagoule, ont accueilli les premiers ministres avec des slogans contre l'accord de Lac-Meech.

Rodier • Benetton • Puma • Licefa • Italian Graffiti • Levet • Magga Design • Optoline

**Les yeux sauvages**

Guy Rouleau Designer vous offre une réduction de 50% sur toutes ses montures en magasin incluant les grandes marques. Choisissez parmi plus de 700 modèles exclusifs dont une vaste collection de montures de prestige.

2600, Boul. Laurier Sainte-Foy (QUÉBEC) Tél.: 659-4169  
592, Racine Loretteville (QUÉBEC) Tél.: 418-843-6542  
59, Boul. Taché Montmagny (QUÉBEC) Tél.: 418-248-8383

2590, Boul. Laurier Sainte-Foy (QUÉBEC) Tél.: 418-659-3232  
699, Boul. Charest Est Québec (QUÉBEC) Tél.: 418-523-6958

**GUY ROULEAU DESIGNER**

Cet escompte ne peut être ajouté à tout autre déjà en vigueur.  
Non monnayable  
Valable jusqu'au 30 juin 1989

Italian Graffiti • Levet • Magga Design • Optoline • Beau Monde • Rouleau • Rodier • Benetton • Puma • Licefa • Levet

**CARRIÈRES ET PROFESSIONS**

POUR FAIRE PARAÎTRE VOS ANNONCES DANS CETTE PAGE COMPOSEZ 647-3270 OU ÉCRIVEZ À CARRIÈRES ET PROFESSIONS LE SOLEIL LTÉE, C.P. 1547, QUÉBEC, QUÉ. G1K 7J6

Heures limites de réservation: midi l'avant-veille de la publication; jeudi midi pour publication samedi, dimanche ou lundi.

Toutes les annonces publiées dans ces pages sous la rubrique Carrières et Professions sont assujetties à la loi numéro 50.

Les emplois annoncés s'adressent donc aux hommes et aux femmes.

**CEGEP FRANÇOIS-XAVIER GARNEAU**

CONCOURS NO: 189-01-614

LE COLLÈGE FRANÇOIS-XAVIER-GARNEAU REQUIERT DES CANDIDATURES POUR UN POSTE DE "MAGASINIER, CLASSE I", À TEMPS COMPLET (35 HRES/SEM.) POUR LE SERVICE DE L'ÉQUIPEMENT

**NATURE DU TRAVAIL:**  
Le rôle principal et habituel de l'employé de cette classe d'emplois consiste à assumer la responsabilité d'un magasin ou d'un entrepôt et à effectuer les différents travaux requis pour son opération.

**QUALIFICATIONS REQUISES:**  
**Scolarité et expérience**  
Avoir complété un cours secondaire V ou détenir un diplôme ou une attestation d'études dont l'équivalence est reconnue par l'autorité compétente et avoir au moins deux (2) années d'expérience pertinente.

**EXIGENCE PARTICULIÈRE:**  
— connaissance de l'informatique  
— réussir avec succès les tests exigés par le Collège

**TRAITEMENT:**  
Selon la convention collective du personnel de soutien (CEQ) pour un salaire horaire variant entre 10,72\$ et 13,03\$.

**CANDIDATURES:**  
Les personnes intéressées doivent faire parvenir leur candidature accompagnée de leur curriculum vitae et attestation d'études en identifiant le numéro du concours, AU PLUS TARD LE 3 MARS 1989, À 14H00, A:

Service du personnel  
Cégep François-Xavier-Garneau  
1660, boul. de l'Entente  
C.P. 6300  
Québec G1T2S5

**1989**

COUPE DU MONDE DES MAÎTRES EN SKI DE FOND

**MASTERS WORLD CUP CROSS COUNTRY SKIING**

Aujourd'hui: compétitions de 10 km pour les dames, toutes catégories.  
Heures des départs: 9h (style classique) et 13h30 (style libre). Remise des médailles à 17h.  
Demain: compétitions de 15 km pour les hommes, toutes catégories.  
Le site de la Coupe du monde est au plateau de compétition du Rang Saint-Julien au Parc du Mont-Sainte-Anne.

**POUR INFORMATIONS: 827-5761**

**GE** DISTRIBUTEUR D'ÉQUIPEMENT DE BUREAU Québec Canada

**BANQUE ROYALE**

**LE SOLEIL**

Piette Audy Bertrand Lemieux & Associés

CITE FM 1070

AM 128

PATHONIC

ASSISTANCE INTERNATIONALE CANAMI

Sports Internationaux Québec

PARC DU MONT-SAINTE-ANNE

50

LA RENCONTRE DES PREMIERS MINISTRES

Mulroney appuie la politique de la Banque du Canada

Les taux d'intérêt élevés, un mal nécessaire...

OTTAWA — Brian Mulroney est bien d'accord avec ses homologues provinciaux pour dire que la politique des taux d'intérêt élevés fait mal à tous les Canadiens. Il n'en continue pas moins d'être convaincu qu'il s'agit là d'un mal nécessaire.

par PIERRE-PAUL NOREAU  
LE SOLEIL

« Nous continuons à supporter la politique du gouverneur de la Banque du Canada » a-t-il clairement indiqué à sa sortie de la rencontre des premiers ministres hier dans la capitale fédérale.

Il explique que la poursuite de la croissance économique qu'a connue le pays au cours des quatre dernières années exige ce sacrifice. « Il s'agit de mettre en vigueur des politiques qui vont assurer le maintien de la croissance et éviter, dans la mesure du possible, toute initiative qui aurait un effet négatif en sens contraire. C'est pour ça que les taux doivent refléter certaines réalités. »

Le premier ministre canadien dit bien comprendre ses vis-à-vis des provinces qui réclament une baisse des taux par la Banque du

Canada, avouant que le fédéral est tout autant affecté par leurs effets « pénibles ». « Il est dans notre intérêt global d'avoir des taux plus raisonnables. Mais il y a des contraintes internationales et nationales qui doivent être considérées par le gouverneur de la Banque du Canada et par le ministre national des Finances. »

Pour leur part, les dirigeants provinciaux n'ont pas laissé entendre qu'ils avaient obtenu une fin de non-recevoir de la part du gouvernement fédéral à ce sujet. Chacun s'est plutôt appliqué à répéter ses arguments en faveur d'un retour à la baisse des taux d'intérêts, souhaitant par ailleurs la réunion des ministres des Finances d'ici quelques jours permette de trouver une solution.

Robert Bourassa qui aurait aimé voir la tenue de la conférence des premiers ministres sur l'économie d'ici les deux pro-

chains mois, soit avant le déclenchement des élections provinciales si elles devaient avoir lieu au printemps, a vu cette rencontre reportée à l'automne.

Le premier ministre québécois qui s'était dit plus préoccupé encore par l'économie canadienne que par l'accord de Lac-Meech avant de venir à Ottawa, a dû s'en tenir hier à remettre en relief les signes inquiétants qu'il voit se dessiner sur l'horizon économique.

« Il n'est pas justifié à mon avis d'avoir des taux d'intérêt comme actuellement, alors que le taux d'épargne des Canadiens est passé de 14 à 8 %. Les consommateurs ont moins d'épargne et sont plus endettés. Si on ajoute à cela la hausse des taux d'intérêt, on risque de s'approcher rapidement d'une récession. »

La hausse des taux accroît le déficit national qui est pourtant l'un des plus élevés du monde libre, a-t-il renchéri.

Le premier ministre ontarien, David Peterson, souhaite lui aussi un retour à des taux modérés. Il lui apparaît bien difficile de concilier une réduction du déficit d'un côté, une priorité du fédéral, et le maintien de la politique des taux d'intérêts de l'autre. Chaque hausse d'un point des taux ajoute \$1,3 milliard au déficit fédéral, précisait-il hier.

Pourtant visé comme responsable de la situation en raison de la surchauffe que connaît l'économie de la région torontoise, le premier ministre David Peterson reste solidaire de ses collègues de l'Alberta et des Maritimes qui se

sont tout particulièrement plaints des problèmes engendrés chez eux par la progression des taux. « La plupart d'entre nous ne sont pas satisfaits du statut Crow » a-t-il lancé en faisant un jeu de mots avec le nom du gouverneur de la Banque du Canada, John Crow.

Agence spatiale

Sur la question de l'agence spatiale d'autre part, Robert Bourassa s'est dit plus confiant à la suite de la conversation téléphonique qu'il avait eue la veille à ce sujet avec son « ami » Brian Mulroney.

Le chef libéral a toutefois refusé de divulguer la teneur de la conversation qu'il a qualifiée de privée entre lui et Brian Mulroney. Il a fait valoir qu'il avait obtenu des réponses aux questions qu'il tenait à poser sur ce dossier précis, se bornant à ajouter : « J'aurai d'autres discussions avec M. Mulroney au cours des prochains jours. Je demeure aujourd'hui plus optimiste que je ne l'étais avant-hier (samedi). »



Pourtant visé comme responsable des taux d'intérêts élevés, le premier ministre David Peterson reste solidaire de ses collègues de l'Alberta et des Maritimes qui se sont tout particulièrement plaints des problèmes engendrés chez eux par la progression des taux.

Les photographes bannis pour des raisons de « sécurité »

OTTAWA (PC) — La présence de photographes et de cameramen dans la salle du cabinet fédéral constitue-t-elle une menace à la sécurité ?

La réponse est affirmative, selon le directeur des communications du premier ministre Brian Mulroney, M. Bruce Phillips, qui a interdit pour cette raison, hier, la prise de photos à la conférence des premiers ministres.

M. Phillips a soutenu qu'il en avait toujours été ainsi, d'ailleurs, « pour des raisons de sécurité ». Il a demandé à un photographe officiel du gouvernement de prendre des clichés, qui ont été remis par la suite aux journalistes.

Cette façon de procéder a provoqué les critiques de la Tribune de la presse, qui a rappelé que, au contraire, les photographes ont déjà été admis à l'intérieur de la salle de conférence des ministres.

Pour le président de la Tribune

de la presse, il s'agit d'un cas « désagréable et de manipulation ».

**ARGENTERIE • CUIVRE**  
**MIROIR • CHAUDRONS**  
**REPARATIONS**  
**ÉTAMAGE • POLISSAGE**

**HC** HÔPITAL DE CHAUDRONS  
QUÉBEC ENR. 687-2559

**COURS DE SERVICE AU BAR**  
avec certificat  
de l'ÉCOLE des MAÎTRES  
du CHÂTEAU FRONTENAC  
avec la collaboration de la Gastilleuse Conby

**COURS de CONNAISSANCES des VINS**  
Prenant culture d'été et d'hiver. Éducation de Québec.  
692-0310

**SKF**

**ROULEMENT À BILLES ET À ROULEAUX**

**COMPAGNIE GBS**  
GENERAL BEARING SERVICE INC.

473, Dorchester sud, Qué.  
Tél.: 529-9088  
FAX: (418) 529-5654  
1-800-463-2177

Avec le KX-T1232 de **Panasonic**  
votre réceptionniste vous transférera vos appels à votre cellulaire ou là où vous vous trouvez

**ASTRAL TÉLÉCOM** Ltée

871-3808 (Québec)  
589-3587 (Baie-Comeau)

VENTE • LOCATION • SERVICE

Pour Apprendre et Perfectionner Votre **anglais**

**Good morning**  
9 h 30 à 12 h  
13 mars au 21 avril (lun. — mer. — ven.) 6 sem. 180 \$

**Meeting 19 heures**  
19 h à 21 h 30  
lundi — mercredi ou mardi — jeudi débutant semaine du 20 mars 8 sem. 180 \$

**Summer Workshop**  
L'inscription est déjà en cours pour nos ateliers d'été pour enfants et adolescents (8 — 16 ans) en juillet et août.

Séance d'Information  
Le mardi 14 mars à 19h30 aux deux écoles  
Pour tous les niveaux: petits groupes de 4 à 7 pers.  
Frais de 25 \$ pour la première inscription aux Ateliers.

**Les Ateliers de conversation anglaise**

<b>SAINTE-FOY</b> Place de la Cité 2835, boul. Hochelaga Bureau 206 G1V 4T3 Tél.: 657-2600	<b>CHARLESBOURG</b> Halles Quatre-Saisons 510, boul. de l'Atrium Bureau 300 G1H 7H1 Tél.: 623-1061
---	---

**LA DIFFÉRENCE SAUTE AUX YEUX...**

...Par le choix exceptionnel de montures dont les plus grandes marques internationales, la qualité du service et la minutie dans la fabrication et l'ajustement de vos lunettes.

En présentant cette annonce à l'une de nos succursales, vous obtiendrez un rabais de **50%** sur la monture de votre choix à l'achat d'une paire de lunettes complète (verres et monture) au prix régulier.

**Jacques Langlois** opticien

**VERRES DE CONTACT**  
• RÉGULIERS  
• PROLONGES  
• JETABLES

HAUTE-VILLE - L'Hôtel-Dieu de Québec - 691-5086  
LIMOULOU - 455, 3e Avenue - 523-6690  
SAINTE-FOY - 1113, route de l'Église - 659-3616  
QUÉBEC - Mail Centre-Ville - 529-9351

Tout autre rabais ou bon d'achat ne peut être ajouté à cette offre.

**VALABLE JUSQU'AU 31 MARS 1989**

**ACHAT SPECIAL**

**45 SHADOW 1989**

**TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS\***

**10 895\$\***

LOCATION CLÉ D'OR 218<sup>15</sup>/mois\*\*

Tous les rabais Chrysler inclus, taxe en sus.  
\*\*Transport, préparation, taxe et immatriculation en sus, tous les rabais Chrysler inclus. Base d'utilisation de 60 mois ou 125 000 km. Sujets à l'approbation du service du crédit.

PIÈCES ET SERVICE OUVERTS TOUTS LES SOIRS JUSQU'À 21 HEURES

• Service de financement bancaire sur place  
Intersection Pierre-Bertrand et boul. de la Capitale

**687-2604**

Prenez de l'avance avec CHRYSLER!

Le Meilleur des Choix Consommateurs

**Dodge CHRYSLER**

## Le dossier des heures d'ouverture des magasins

# Jean Coutu presse le gouvernement de prendre position

MONTREAL (PC) — Le président et chef de la direction du Groupe Jean Coutu (GJC) a hâte que le gouvernement Bourassa fasse son nid dans le dossier des heures d'ouverture des magasins, mais Jean Coutu a la conviction qu'il faudra encore attendre.

On sait déjà que le Groupe Jean Coutu (GJC) favorise la libéralisation totale des heures d'ouverture et c'est encore cette position que son président et chef de la direc-

tion a défendue, hier midi, devant le Canadian Club, de Montréal.

Comme la situation actuelle lui confère certains avantages que n'ont pas les commerces à qui il est interdit d'ouvrir le dimanche,

on pourrait croire que M. Coutu s'arrange plutôt bien avec le statu quo, et qu'en ce sens, il n'a pas vraiment intérêt à ce que le gouvernement légifère rapidement en cette matière.

Bien au contraire, M. Coutu affirme énergiquement qu'il aimerait voir le gouvernement prendre position le plus tôt possible. « C'est important pour nous de savoir ce que nous réserve l'ave-

nir, a-t-il expliqué. Il nous est très difficile d'élaborer des projets quand on ne sait pas où on s'en va. »

Et pourtant, M. Coutu n'a pas du tout le sentiment que le gouvernement va bientôt agir en cette matière. A la suite du débat de l'automne dernier, le gouvernement avait décidé de mener sa propre étude, qui devait être terminée le mois prochain, mais chez GJC on semble en douter maintenant et on s'attend à un nouveau délai, qui viendrait s'ajouter à plusieurs autres depuis au moins un an.

### Solution acceptable

Bien entendu, la décision de déclencher des élections générales pourrait être un facteur majeur. Personne n'a réussi jusqu'à ce jour à présenter une solution acceptable pour l'ensemble des intéressés, et personne ne pense que le gouvernement osera annoncer une décision, qui sera nécessairement controversée, à quelques semaines ou mois d'un appel au peuple.

D'un côté, il y a ceux comme le GJC qui demandent la liberté complète d'ouverture pour tous. D'autre part, il y a les petits marchands, les syndicats et d'autres groupes (par exemple, les évêques) qui souhaitent une réglementation plus rigoureuse que maintenant en ce qui concerne l'ouverture des commerces le dimanche.

Depuis plusieurs mois, c'était le fils du président, Jean-François Coutu, qui faisait toutes les interventions publiques au nom du GJC. Le père, disait-on, se trouvait à l'étranger, mais hier, il était bel et bien de retour, en forme même pour passer à l'attaque. Il a rappelé d'abord que la vie a bien changé et que certains services sont dispensés sans arrêt (hôpitaux, taxis, téléphone, etc.).

### Immobilisme

« En même temps, contraste surprenant dans tout ce modernisme, a poursuivi le conférencier, certains milieux immobilistes veu-

lent conserver des lois archaïques, certainement nécessaires autrefois, mais devenues complètement désuètes par la complexité de ces temps nouveaux. Ainsi plus près de nous et de la réalité de tous les jours, pour satisfaire une minorité un peu réactionnaire qui a pourtant choisi un métier de disponibilité, on veut maintenant, imposer ou changer des lois pour protéger leur intérêt personnel, toujours au détriment d'une population qui deviendrait captive de choix inexistantes et de prix non compétitifs à certains moments de la semaine. C'est bien mal connaître l'évolution des temps et des mentalités. »

A ceux qui reprochent à son groupe de détenir des privilèges en pouvant ouvrir le dimanche, M. Coutu rétorque qu'il souhaite l'ex-

tension de ce privilège à tout le monde, mais il s'oppose farouchement à ce que l'on touche au « concept » des magasins Jean Coutu, aussi bien en ce qui concerne les produits offerts que les heures d'ouverture.

A ceux qui « se scandalisent » de voir que l'on vend des gâteaux chez Jean Coutu, le président répond que « personne ne s'étonne quand des épiciers vendent des aspirines et le public, lui, ne se scandalise pas qu'on vende des petits gâteaux. Nous avons reçu 74 millions de clients dans nos magasins en 1988 ».

Sur la règle des trois employés pour permettre l'ouverture d'un commerce le dimanche, M. Coutu a ceci à dire : « C'est beau d'être petit, mais pas au point d'être contre le progrès. »

## Au service des incendies de Montréal

### La saga d'un candidat unilingue français risque de s'éterniser

MONTREAL (PC) — La candidature de Gaston Vachon, un unilingue français de Saint-Joseph-de-Beauce, au poste de chef de district chez les pompiers de Montréal est près de devenir une saga.

Hier, en cour supérieure, la Ville de Montréal cherchait à faire annuler une décision récente de l'Office de la langue française à ce propos.

En janvier 1986, l'office, qui tranche ce genre de litiges relatifs à la Loi sur le français (la loi 101), décide que la ville de Montréal est justifiée d'exiger la connaissance de l'anglais de tous les chefs de district de son service de prévention des incendies.

La loi 101 interdit à un employeur d'exiger pour l'accès à un emploi ou à un poste la connaissance d'une autre langue que le français, « à moins que l'accomplissement de la tâche ne nécessite la connaissance de cette autre langue ». Le fardeau de cette preuve incombe à l'employeur.

En décembre suivant, M. Vachon conteste devant l'office ce droit de la municipalité : ce n'est pas parce que l'Office de la langue française a décidé déjà de l'affaire en général, fait-il valoir en somme, qu'il peut refuser d'entendre le cas Vachon.

La Ville de Montréal demande à l'office de rejeter cette requête : après tout, cette affaire est déjà réglée, M. Vachon n'apporte aucun fait nouveau. L'office décide, en juillet dernier, que la ville a bien raison.

En octobre, M. Vachon demande à la Cour supérieure de casser tout ça : on ne lui a même pas donné la chance de faire valoir son point de vue, dit-il. C'est vrai, répond le juge Perry Meyer, qui ordonne à l'office de rouvrir le dossier.

M. Vachon s'explique donc

devant l'office, le 15 décembre dernier. Surprise. Le 27 janvier, l'Office de la langue française modifie du tout au tout sa décision : « Montréal n'est pas justifiée d'exiger la connaissance « de l'anglais parlé, au niveau moyen », pour permettre à quelqu'un d'accéder au poste de chef de district des pompiers.

Et l'office ajoute que sa décision ne vaut que pour M. Vachon. Maintenant, c'est la ville qui n'est pas contente et qui se plaint de ne pas avoir été entendue, elle, en décembre.

Montréal veut que le tribunal annule la nouvelle décision de l'office, qui contredit la précédente.

La ville plaide en outre que l'organisme a excédé sa compétence en créant de toutes pièces cette histoire d'« anglais parlé », une catégorie non prévue par la loi, puis en faisant du Beauceron un cas spécial.

Le tribunal entendra cette nouvelle affaire, le 31 mars. On comprend qu'il n'y a pas le feu!

## Deux paires de lunettes pour le prix d'une!

La deuxième paire est toujours gratuite, qu'elle soit pour vous... ou pour votre meilleur ami...



LUNETTERIE  
**NEW  
LOOK**

QUÉBEC  
Place Fleur de Lys  
Tél.: 529-2141

SAINTÉ-FOY  
Place de la Cité  
Tél.: 654-1492

LÉVIS  
95, Route Kennedy  
Tél.: 833-1131

ÉGALEMENT À:  
MONTREAL (5)  
SHERBROOKE  
TROIS-RIVIÈRES  
GATINEAU  
CHICOUTIMI

## les Obligations d'Épargne du Québec

# 10 1/2 %

À COMPTER DU 1<sup>er</sup> MARS 1989,

le taux de rendement des Obligations d'épargne du Québec des émissions E-83, E-84, E-85, E-86, E-87 et E-88 est porté à **10,50 %** l'an, pour la période du 1<sup>er</sup> mars 1989 au 31 mai 1989.

Les autres modalités de ces émissions demeurent inchangées.

### LES AUTRES ÉMISSIONS EN COURS,

soit les émissions E-12 (1979), E-80, E-81 et E-82, continuent de rapporter un intérêt minimum garanti de **10,50 %** l'an jusqu'à échéance.

### RENSEIGNEMENTS ADDITIONNELS:

Vous pouvez contacter toute institution financière autorisée: caisse populaire, banque, courtier en valeurs et société de fiducie.

Québec

## Une affaire risquée en primeur!



QUELLE  
AFFAIRE!  
(Risky Business)  
19h30  
avec Tom Cruise

ENSEMBLE  
Télévision  
Quatre Saisons

On sert une « soupe chimique » aux consommateurs

# L'industrie des papiers doit offrir des produits non blanchis au chlore

MONTREAL — Il est plus que temps que l'industrie canadienne des pâtes et papiers sorte de « la logique du blanc plus blanc que blanc », et offre aux consommateurs des produits de papier sécuritaires pour la santé et l'environnement, en renonçant au blanchiment au chlore, ont soutenu trois groupes de pression, hier, en conférence de presse.

par ROLLANDE PARENT  
de la Presse canadienne

« On n'a pas besoin des produits de papier ultra blancs. Ça coûte de l'énergie, des produits chimiques, ça pollue l'environnement. On n'est pas sûr que ce soit sécuritaire pour les personnes », a déclaré Diane Goulet du groupe Greenpeace, organisation internationale de protection de l'environnement.

Au Québec, neuf usines papetières blanchissent leurs pâtes de papier à l'aide de chlore, selon un relevé de Greenpeace, et sont responsables du rejet de dioxines, de

furannes ainsi que d'autres organochlores toxiques dans les cours d'eau.

Il s'agit de l'usine Cascades (Jonquière), CIP (La Tuque), Consolidated-Bathurst (Portage-du-Fort et Trois-Rivières), Domtar (Lebel-sur-Quévillon et Windsor), Donohue (Saint-Félicien), McLaren (Thurso), Tembec (Témiscamingue).

Les produits papetiers comme les couches, les filtres à café, le papier de toilette, les litres de lait sont fabriqués à partir de la pâte blanchie au chlore qui contient des dioxines et des furannes, un groupe de substances susceptibles

de causer le cancer et de persister dans les tissus organiques des humains et des animaux, a souligné la porte-parole du groupe écologique.

En Colombie-Britannique, les

producteurs de pâtes et papiers ont été vivement pris à partie l'été dernier quand des tests ont révélé que le lait vendu dans des contenants en carton contenait des dioxines.

## Les enfants sont davantage vulnérables aux pesticides

WASHINGTON (Reuter) — Une étude américaine révèle que les résidus de pesticides présents en quantités légales dans les fruits et les légumes provoquent le cancer et des dommages au système nerveux chez les enfants.

« Les enfants sont beaucoup plus vulnérables que les adultes aux effets des pesticides et la réglementation sur les quantités admissibles de pesticides dans les produits agricoles n'en a absolument pas tenu compte », a déclaré, lundi, John Adams, le directeur exécutif du Natural Resources Defence Council.

Ce groupe de défense des intérêts des consommateurs réclame des lois plus strictes sur l'utilisation des pesticides aux États-Unis.

L'organisme étale des chiffres alarmants : entre 5,500 et 6,200 enfants âgés de cinq ans et moins seront atteints du cancer à cause des pesticides contenus dans les fruits et les légumes. Et au moins trois millions d'enfants du même âge sont présentement exposés à des pesticides susceptibles d'endommager leur système nerveux.

L'étude, menée sur une période de deux ans, est la plus exhaustive jamais menée sur le sujet, affirme le groupe. Elle a porté sur 23 pesticides et 27 fruits et légumes courants.

Des scientifiques du groupe soutiennent que les recherches antérieures ont toujours sous-estimé le risque posé aux enfants, parce qu'elles prenaient pour acquis qu'enfants et adultes absorbaient les mêmes quantités de fruits en comparaison à leur poids corporel respectif, ce qui n'est pas le cas.

À Ottawa, au ministère de l'Agriculture, on n'avait pas encore reçu copie du rapport de l'organisme américain. Mais le gouvernement fédéral a indiqué que le système d'autorisation des pesticides et herbicides et leur impact sur la qualité des aliments au Canada serait révisé.



Pierre CHAMPAGNE

## La Société vérifie la douceur du papier-cul

À Québec, on appelle cela du papier de toilette. En France, ils disent du papier-cul. Je trouve leur terme plus approprié à la chose et c'est la raison pour laquelle je l'ai utilisé en titre.

Parce que la Société immobilière du Québec se préoccupe du confort de ses locataires. De tout le confort. Des pieds à la tête en passant par... le milieu.

On vient en effet de distribuer, sur une feuille jaune (la couleur est bien choisie), un petit sondage pour vérifier la douceur et la qualité... du papier-cul. Non mais franchement, il ne faut pas avoir grand-chose à faire. Ce sondage se lit comme suit :

La gerance est intéressée à connaître votre opinion sur les nouveaux distributeurs à papier hygiénique, de couleur blanche, de Kimberly-Clark, installés dans le cadre d'un PROJET PILOTE (toilettes).

Puis on demande si la douceur et la qualité du papier sont bonnes, moyennes ou passables. On ajoute aussi quelques lignes pour les « commentaires ».

La personne qui m'a envoyé ce « sondage » écrit : « Chose curieuse, jamais on ne nous a envoyé un sondage sur la qualité de l'air dans nos locaux, mais la douceur du papier de toilette, ça, c'est important. »

## Un véhicule avec chauffeur

Un autre informateur anonyme vient de se manifester. Son nom : Le dépollueur. Il m'écrit :

Mon cher Pierre

« Tout événement, y compris l'accident écologique de Saint-Basile-le-Grand, apporte des avantages à ceux qui savent en profiter.

« Par exemple, *Cécile Cleroux*, directrice générale de la municipalité de Saint-Basile-le-Grand, s'étant fait remarquer par l'abrasif *Mario Bertrand*, a obtenu un poste de sous-ministre adjointe aux opérations au ministère de l'Environnement. »

(Cette nouvelle a été confirmée dans cette chronique il y a déjà quelques semaines.)

« Autre exemple, *Guy Demers*, qui était directeur régional de Montreal-Lanaudière au moment de l'accident, s'est vu confier la responsabilité de l'inventaire des lieux d'entreposage des BCP pour ensuite être nommé, le 20 janvier dernier, responsable de la stratégie industrielle. »

(Ça aussi c'est vrai. M. Demers travaille maintenant à Québec et il a été remplacé à Montréal par *Alain Pepin*. A Québec, M. Demers a succédé à *Raymond Perrier* qui travaille maintenant à Montréal, pour le gouvernement fédéral.)

« Depuis le moment où M. Demers s'est vu confier l'opération inventaire de BCP, il jouit d'un rare privilège, soit celui d'avoir un véhicule du ministère, en permanence, avec chauffeur », ajoute le dépollueur.

Ça, par exemple, c'est moins vrai. Heureusement que j'ai pu rejoindre M. Demers, même si celui-ci était en vacances. Il peut utiliser un véhicule du ministère très souvent. Oui ! Il peut même lui arriver de l'avoir en fin de semaine s'il doit travailler avec. Mais il n'a jamais été question d'un chauffeur privé.

Le « dépollueur » qui m'a envoyé cette lettre en a mis un petit peu trop. Assez cependant pour jeter une douche d'eau froide dans le bureau du sous-ministre puisque M. Demers, qui était en vacances, a pris la peine de me retourner mon appel, même en vacances, pour nier l'histoire du chauffeur privé.

## Le fureteur anonyme

J'ai reçu, récemment, une lettre signée « le fureteur anonyme » qui faisait état d'un haut-fonctionnaire qui, selon lui, cumulait deux emplois. Celui de fonctionnaire et celui de secrétaire-trésorier d'une grosse compagnie. Après vérification, il s'agit d'une compagnie de 42 neveux et nièces qui ont à gérer les biens d'un héritage récent. Le fureteur anonyme aurait eu avantage à vérifier ses informations avant de m'écrire n'importe quoi.

## Beerfest

Une fête de la bière ou un « beerfest » se tiendra, samedi le 4 mars, au Centre communautaire de Sainte-Foy, à compter de 20 h 00. Le centre communautaire de Sainte-Foy, c'est derrière le quartier militaire. Coût d'entrée : \$14 par personne. Un repas allemand sera servi et un orchestre vous fera danser toute la soirée. Pour des renseignements additionnels, signalez 653-4625 et demandez *Mme Lessard*.

## Affectations

La direction de la gestion des ressources humaines du ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie nous avise que les personnes suivantes ont été affectées aux postes de directeurs et directrice : *Claude Raynault*, direction du support aux initiatives régionales ; *Robert Jones*, direction de l'infrastructure industrielle ; *André Guertin*, direction de la prospection des investissements Europe-Moyen-Orient ; *Francine Dumont*, direction de la prospection des investissements Amérique-Asie.

## Un plan d'action

Depuis le 26 janvier dernier, le nouveau sous-ministre associé à la direction générale des services judiciaires, *Freddy Henderson*, fait une tournée régionale afin de lancer, sous la présidence des directeurs régionaux, le plan d'action de sa direction.

Rappelons-nous que *Raymond Benoit*, lorsqu'il était sous-ministre associé aux Services judiciaires, avait entrepris une vaste démarche de consultation dans le réseau des Services judiciaires afin d'en améliorer le fonctionnement.

Depuis un mois donc, M. Henderson a rencontré les gestionnaires des différents palais de justice du Québec, ce qui lui permettra d'avoir le pouls de l'organisation afin que les services de la justices soient rendus partout au Québec.

## Vérités et sourires

Le mot du jour est de Pascal. Pas le quinquiller, l'autre Pascal. Il a dit : « Rien ne se paie plus cher que l'audace de dire tout haut ce que chacun pense tout bas. »

Vous pouvez me joindre, par téléphone, en composant le 644-4015, ou par la poste, en adressant le courrier à la tribune de la presse, 1050 rue Saint-Augustin, bureau 222, Québec, G1R 5A4.

### DOCTEUR BAIGNOIRE® (LE)

- EMAILAGE DE BAIGNOIRE
- TRAVAIL GARANTI DURABILITÉ 10 A 20 ANS
- MAISONS PRIVÉES - IMMEUBLES
- PROCÉDÉ EXCLUSIF A L'EMAIL CUIT SUR PLACE

ESTIMATIONS GRATUITES



2450, boul. Bastien 843-2034

# À la Banque Royale, le REÉR pousse haut.

- La Banque Royale vous garantit des taux d'intérêt hautement concurrentiels pour une croissance rapide.

## 11 3/8 %

Taux en vigueur en date du 24 février 1989. Basé sur un dépôt à terme de retraite de 18 mois, sans privilège de retrait.

- La Banque Royale vous offre un choix de huit options REÉR, incluant les fonds de placement RoyFund. Vous pouvez combiner des options ou changer vos investissements d'une option à l'autre, sans frais... autrement dit, vous avez toute la souplesse possible.

- La Banque Royale met à votre disposition dans chaque succursale des spécialistes du REÉR qui vous aideront à choisir le régime qui vous convient le mieux.

### Bonis d'intérêt

Si vous détenez des REÉR dans d'autres institutions, profitez de bonis d'intérêt en les transférant à la Banque Royale.

Venez rencontrer les spécialistes de la première banque canadienne en matière de REÉR... dans n'importe quelle succursale.

Reçus instantanés pour fins d'impôts. ÉCHÉANCE REÉR 1988: 1<sup>er</sup> MARS 1989.



Parlez-moi d'une banque... Royale!

## LE MONDE

## Ça se corse dans la province yougoslave du Kosovo

BELGRADE (AFP, AP) — Les 1.300 mineurs albanais de Trepca (Kosovo) enfermés depuis huit jours dans les puits, à 1.000 mètres sous terre, ont commencé tard dans la soirée d'hier à remonter à la surface, a annoncé l'agence Tanjug.

Ils réclamaient comme condition à l'arrêt de leur mouvement de protestation la démission du chef du parti du Kosovo, M. Rahman Morina, de celui du parti de Pristina, capitale de la province, M. Husamedin Azemi, et de M. Ali Sukrija, membre de la présidence du Comité central de la Ligue des communistes de Yougoslavie.

Alors que les mineurs albanais

remonter à la surface, 800 mineurs serbes et monténégrins des mines de Leposavic, à 30 km de Trepca, sont descendus à leur tour, hier soir, dans les fonds de puits, pour protester contre les démissions des trois dirigeants albanais.

La remontée des mineurs albanais marque la fin d'un nouvel épisode du problème inter-ethnique du Kosovo qui menace, de-

puis de longues années, la stabilité de la Yougoslavie, arrivée pratiquement, aujourd'hui, au seuil de la désintégration.

De souche albanaise, les trois dirigeants démissionnaires étaient accusés par les mineurs de « trahir » les intérêts nationaux des Albanais du Kosovo au profit de la Serbie, république de tutelle du Kosovo.

Après avoir obtenu, hier soir, des preuves écrites de la démission de M. Sukrija, les deux premiers dirigeants ayant démissionné quelques heures plus tôt, les mineurs contestataires ont consenti à abandonner les puits. Ils ont toutefois promis de ne pas reprendre le travail avant d'avoir obtenu l'abandon des projets d'amendements constitutionnels renforçant le contrôle de la Serbie sur leur province.

## Contre-grève

Alors que les mineurs albanais remontent à la surface, 800 mineurs serbes et monténégrins des mines de Leposavic, à 30 km de Trepca, sont descendus à leur tour, hier soir, dans les fonds de puits, pour protester contre les démissions des trois dirigeants albanais.

Ils avaient annoncé, dans le courant de la journée, leur intention de contre-manifester en se retranchant dans les galeries de la mine, pour protester contre les « manoeuvres des nationalistes albanais » qui, selon eux, « manipulent » les mineurs albanais à des fins politiques.

Un état d'urgence de fait est instauré, depuis hier matin, dans

toute la province, paralysée par une grève générale de la population albanaise (majoritaire à 90 % sur un total de 1.8 million d'âmes), qui s'oppose à une révision de la Constitution, susceptible, selon elle, de la priver de ses droits nationaux. La minorité slave du Kosovo, province voisine de l'Albanie, se plaint souvent de discrimination et la loi martiale

avait dû y être imposée brièvement en 1981 à la suite de sanglants affrontements entre des membres de l'ethnie albanaise et les forces de sécurité.

Le chef de l'Etat yougoslave, M. Raif Dizdarevic, a signé un communiqué déclarant que « l'ordre constitutionnel » du pays est menacé par les grèves politiques du Kosovo.

## L'opposition rejette le projet Duarte

SAN SALVADOR (NYTNS) — Une proposition du président Jose Napoleon Duarte visant à reporter les élections de six semaines, à la faveur d'un cessez-le-feu et en accord avec la guérilla, a été rejetée hier par le principal parti de droite et par les alliés politiques des rebelles salvadoriens.

semaines qu'elle avait besoin d'au moins quatre mois pour s'organiser et faire campagne.

Dans son discours de dimanche, Duarte avait également proposé l'instauration d'une trêve à compter d'aujourd'hui et jusqu'à la fin de son mandat le 1er juin. Il en faisait une condition à toute négociation avec les insurgés. Ceux-ci l'ont plutôt ridiculisé hier.

À Washington, le département d'Etat a néanmoins reiter hier son soutien à la proposition de M. Duarte, y voyant la meilleure chance de sortir le Salvador de la guerre civile qui le ravage depuis plus de huit ans et qui y a déjà fait plus de 70.000 morts.

républicaine nationaliste (Arena - extrême droite).

Sentant un piège destiné à aider Duarte et le Parti démocrate-chrétien à redorer son blason auprès de l'électorat, l'Arena a rejeté hier cette proposition et les autres partis alliés aux rebelles ont estimé que les élections devraient avoir lieu à la date prévue.

La guérilla, qui a boycotté les cinq dernières élections nationales en les qualifiant de « farce », avait fait savoir il y a quelques

**VERRES DE CONTACT**  
**CLINIQUE D'OPHTHALMOLOGIE RICHARD**  
Gaetan Richard, md  
FHC(S.C.)  
1045, chemin Ste Foy  
QUÉBEC  
Face Hôpital St-Sacrement  
683-4450

*Mes temps libres, j'en fais ce que je veux.*



« Je bouge toute la journée, je suis comme ça. Alors, attention ! »

J'ai la détente facile. C'est pourquoi vous me voyez au Zone Libre.

Et comme j'aime donner rapidement un ton de liberté à ma soirée, je me tiens au 5 à 7. J'aime les contacts : la 7 au coin.

Je suis capable de faire face à la musique : d'ailleurs, elle n'est pas vilaine.

On est libre de penser ce qu'on veut : c'est pourquoi je suis ici. »

Carrement au-dessus  
du restaurant Le Cousin  
2780, boul. Laurier  
Tél.: 651-7547

Les 5 à 7 du lundi au vendredi.

**Zone LIBRE**  
5 à 7



« Maintenant, il n'est plus nécessaire d'avoir de l'argent pour en économiser. »

## LE FINANCEMENT À L'INVESTISSEMENT REER DE LA FIDUCIE DESJARDINS

Emprunter pour économiser? Cela peut s'avérer nécessaire pour investir dans un REER et profiter des reports d'impôts auxquels vous avez droit.

À la Fiducie Desjardins, nous vous offrons un mode de financement de courte durée spécialement conçu pour un investissement REER.

Charlesbourg: 626-2340 1 800 463-6230 Chicoutimi: 549-5746 1 800 463-9657  
Québec: 647-4742 1 800 463-3026 Sainte-Foy: 653-6811 1 800 463-4792

**Fiducie Desjardins**

Ouvert jusqu'à 20h du lundi au vendredi  
et de 10h à 16h le samedi.  
Succursale de Charlesbourg ouverte dès 8h.

**Salon**  
**AU PAVILLON DE L'AGRICULTURE ET DE LA JEUNESSE DE QUÉBEC, DU 2 AU 5 MARS.**

**CAMPING ▲ PLEIN AIR ▲ CHASSE ▲ PÊCHE**

Venez découvrir ce que la nature a à vous offrir comme activités pour 1989. Vous pourrez examiner de près des véhicules récréatifs, rencontrer des pourvoyeurs et échanger avec des manufacturiers et détaillants de produits de chasse et pêche.

Il y aura plus de 80 exposants.

## Samson — L'as de la lutte

Samson, un ours noir pesant plus de 750 lb et mesurant plus de 7 pieds, vous invite à venir le défier sur la scène O'Keefe.

## Beaucoup de truites à taquiner.

Amateurs de pêche, un bassin bourré de truites a été aménagé pour vous donner un avant-goût de votre prochaine saison. Tenez-vous bien... ça mord!

## Animation

- Peter Edwards, champion canadien de lancer léger.
- André-A. Bellemare, chroniqueur réputé de chasse et pêche.
- Marc Simoneau animera en direct son émission sportive.

## Démonstrations de chiens rapporteurs.

Amateurs de chasse, vous aurez la chance de voir des démonstrations de chiens rapporteurs.

## GAGNEZ LA DESTINATION NATURE

**1er PRIX** BATEAU DE PÊCHE BASS ESPADON # 465. MOTEUR MARINER 30 HP. REMORQUE CUSTOM BASS T.B. ESPADON, INSTALLATION COMPLÈTEMENT GRATUITE. Valeur de 9700\$. Gracieuseté de PLEIN AIR LEFEBVRE INC., distributeur Espadon Peterborough et Mariner.



**2e PRIX** UN (1) DES VINGT (20) BONS D'ACHATS D'UNE VALEUR DE 50\$. Gracieuseté du magasin Latulippe. Attribution durant l'émission Sport Magazine CHRC. (Maximum: un (1) bon par personne, demeurant éligible au premier prix.)

## Comment participer:

- Remplir le coupon ci-joint.
- Déposer votre coupon (les fac-similes ne sont pas acceptés) à l'entrée du Salon ou au stand de CHRC — LE SOLEIL pendant la durée du Salon.
- Le tirage aura lieu le dimanche 5 mars 89 à 17 heures.
- Règlements complets disponibles à CHRC, au Soleil et au Salon.
- Les gagnants sont responsables de la taxe provinciale et des frais d'immatriculation (s'il y a lieu).

NOM.....  
ADRESSE.....  
VILLE.....  
CODE POSTAL.....  
TÉL. BUR.....RÉS.....

Une collaboration  
**LESOLEIL** **CHRC**

Salons Nationaux des Sportsmen au Canada

*Destination nature... 1989*

## HEURES D'OUVERTURE:

le 2 mars, de 17 h à 22 h;  
le 3 mars, de 12 h à 22 h;  
le 4 mars, de 11 h à 22 h;  
le 5 mars, de 11 h à 19 h.

En Bref...

■ Une première USA-URSS

MOSCOU (AFP) — Une délégation de 19 psychiatres et experts médicaux américains, conduite par M. Robert Farrand, secrétaire d'Etat adjoint chargé du Bureau des droits de l'Homme et des questions humanitaires, est arrivée à Moscou et pour la première fois, pendant 15 jours, elle visitera différents établissements psychiatriques. De sources proches de la délégation, on indique que les psychiatres et experts américains s'entreprendront avec 25 à 30 personnes dont les conditions d'internement dans des établissements psychiatriques ont soulevé des interrogations en Occident, notamment de la part de mouvements des droits de l'Homme. A son retour aux Etats-Unis, la délégation fournira un rapport qui sera rendu public.

■ Britanniques sages en amour

LONDRES (AFP) — La plupart des jeunes Britanniques sont sages en amour, boivent et fument peu, ne se droguent pas, et sont prêts à se battre pour la patrie, selon un sondage Gallup publié hier. En cas de conflit, 50 % des femmes et 67 % des hommes interrogés se déclarent prêts à prendre les armes pour défendre leur pays. En amour, la raison l'emporte sur la passion: deux-tiers des jeunes ne succombent pas à la tentation d'un rapport sexuel lors de la première rencontre mais 40 % ont toutefois eu leur premier rapport sexuel avant l'âge de 16 ans.

■ Immigrants illégaux

ATLANTA (AFP) — Soixante dix-neuf personnes soupçonnées de vouloir illégalement immigrer aux Etats-Unis ont été arrêtées hier par les autorités américaines dans un avion faisant escale à Atlanta (Georgie). Les agents de l'immigration ont arrêté 31 Mexicains, 22 Guatémaltèques, 13 Dominicains, 3 Salvadoriens, un Hondurien et un Equatorien à bord de l'appareil de la compagnie Eastern Airlines qui effectuait la liaison Los Angeles-Atlanta-New York.

■ Massacre en Colombie

BOGOTA (AFP) — Dix-huit personnes dont Gilberto Molina, l'un des « rois » de l'émeraude, ont été assassinées hier à Sasaisa (à environ 100 km au nord-ouest de Bogota) et ce massacre pourrait, selon les observateurs, être un nouvel épisode de la « guerre des émeraudes » qui sévit en Colombie depuis environ cinq ans. Divers clans se disputent en Colombie l'exploitation et le commerce des émeraudes et la guerre qu'ils se livrent a déjà fait plusieurs centaines de morts.



Certaines manifestations se sont déroulées devant l'ambassade des Etats-Unis à Seoul.

## Bush face à l'anti-américanisme

SEOUL (NYTNS) — Pour la dernière journée de son voyage en Extrême-Orient, le président George Bush a été confronté hier en Corée du Sud à la réalité d'une montée des sentiments anti-américains dans ce pays.

l'influence du cinéma américain, la présence d'armes nucléaires américaines sur le sol coréen.

Lors de leurs entretiens avec M. Bush, les dirigeants de l'opposition ont imputé aux Etats-Unis

la responsabilité de la montée des sentiments anti-américains, en ce sens qu'ils ont refusé de coopérer dans l'enquête sur leur rôle dans les incidents qui avaient fait plusieurs centaines de morts en 1981 à Kwangju.

Plusieurs manifestations se sont déroulées un peu partout à Seoul, sans toutefois atteindre l'ampleur de celles qui ont secoué la capitale sud-coréenne tout au long de la semaine dernière. Le président américain n'a pas eu à les affronter directement, plus de 19.000 agents de la police anti-émeute quadrillant tous les quartiers de la ville.

Au moins 25 manifestants, dont le dirigeant syndical Kim Keuntae, ont été arrêtés. Un autre dirigeant de la dissidence sud-coréenne, Lee Boo-young, a été intercepté par la police alors qu'il tentait de déposer à l'ambassade des Etats-Unis une lettre de protestation contre les manœuvres militaires conjointes américano-sud-coréennes.

Un peu plus tard dans la journée, plusieurs centaines de manifestants se sont mesurés aux forces de l'ordre à l'université Dongkuk, brûlant des effigies de Bush et de Roh et dénonçant la hausse des importations agricoles,

## John Tower n'a pas ému

WASHINGTON (AFP) — La promesse faite par M. John Tower de ne plus toucher un verre d'alcool s'il est confirmé comme secrétaire à la Défense n'a guère ému les sénateurs chargés de cette confirmation.

Plusieurs sénateurs démocrates du Sud, dont le ralliement à la candidature de M. Tower est jugé essentiel pour que la Maison-Blanche puisse arracher sa confirmation en dépit du vote négatif de la Commission sénatoriale des forces armées, restaient hier soir soit hésitants soit décidés à voter contre.

Le sénateur Bob Graham (Floride) a reproché au secrétaire-designé « une habitude de mauvais jugements » tandis que son collègue de Louisiane John Breaux a affirmé qu'il voterait contre la confirmation si le vote avait lieu hier.

Plusieurs membres du Sénat, notamment MM. Howell Heflin (Alabama), Charles Robb (Virginie) et Christopher Dodd (Connecticut), restaient cependant indecis. C'est parmi ces hésitants que le président George Bush espère trouver les cinq voix démocrates qui permettraient la confirmation de M. Tower si les républicains votent en bloc en faveur de ce dernier.

Or, des défections paraissent possibles dans les rangs républicains hier soir. Le sénateur Larry Pressler (Dakota du Sud) a en effet déclaré qu'il voterait probablement contre M. Tower tandis que Mme Nancy Kassebaum (Kansas) s'est affirmée indecise.

PENDANT QUE VOUS PANIQUEZ D'AVOIR OUBLIÉ VOS DOSSIERS...

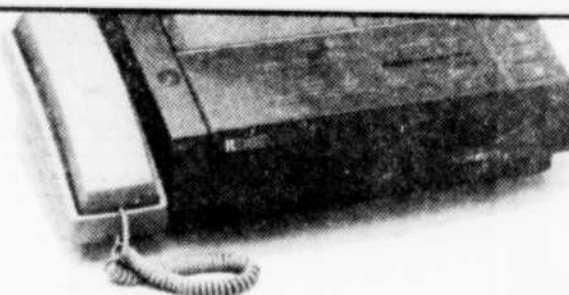


Nous faisons en sorte qu'ils vous attendent à la descente d'avion!

BIHOP! Arrivée 17h50. Le fax est là, qui vous attend. Inter-Canadien en met un à la disposition des passagers de la Classe Affaires dans chaque aéroport. Bien pratique quand on est dans les nuages! Mais la nouvelle Classe Affaires d'Inter-Canadien fait bien plus que vous livrer

à temps des messages. Avec son nouveau jet, le F-100, elle vous offre le silence, le confort, la ponctualité, l'espace... Les petits détails, c'est aussi notre affaire. Pour réservations, consultez votre agent de voyages ou appelez Inter-Canadien.

LES AFFAIRES DÉCOLLENT



CLASSE AFFAIRES

Inter-Canadien

ALLIANCES

Rabais de 40% de Landry-Jacot DIAMANTAIRES

738, Mail Centre-Ville, Québec

PARLEZ ANGLAIS D'ICI L'ÉTÉ À PARTIR DE 199\$

Vous parlerez votre nouvelle langue plus vite que vous ne le pensez, et ceci grâce à notre Méthode renommée mondialement, à nos professeurs qui enseignent leur propre langue, ainsi qu'au support pédagogique Berlitz! L'ambiance chez Berlitz est amicale et détendue et les horaires de cours à votre convenance, durant la journée, le soir ou le samedi.

Appelez-nous tout de suite! Renseignez-vous sur notre choix de programmes de cours privés ou de groupes.

- COURS DEDUCTIBLE D'IMPÔT

BERLITZ

5 PLACE QUEBEC 529-6161

©1989 Centres de Langues Berlitz

# Paris menace de poursuivre ceux qui appellent au meurtre

(D'après AFP) — L'affaire des *Versets sataniques* de l'écrivain britannique Salman Rushdie a tué à nouveau en Inde hier, tandis que la controverse sur cet ouvrage continuait à faire rage, alimentée notamment par des manifestations anti-Rushdie en Europe.

Les conséquences de l'affaire Rushdie ont d'autre part quelque peu éclipsé les autres dossiers abordés hier à Paris lors du 13e sommet franco-britannique par le président François Mitterrand et la première ministre Margaret Thatcher. Et le premier ministre français Michel Rocard a menacé de poursuites judiciaires ceux qui en France lanceraient dorénavant des appels au meurtre de l'écrivain.

Une personne a été tuée et sept autres blessées hier à Srinagar dans le nord de l'Inde lors de manifestations contre l'écrivain britannique d'origine indienne. La veille au Pakistan, un attentat contre le British Council de Karachi, qui pourrait être lié

à l'affaire Rushdie, avait coûté la vie à un gardien de sécurité de l'établissement.

La victime de Srinagar porte à 21 le nombre des tués en Inde et au Pakistan à cause des suites de l'affaire Rushdie depuis le 12 février, date des premières manifestations violentes au Pakistan.

À Paris, où un millier de personnes avaient défilé dimanche pour manifester contre Rushdie et son livre, M. Michel Rocard a fait savoir que « tout nouvel appel à la violence ou au meurtre, sous quelque forme que ce soit » donnerait lieu à des poursuites judiciaires immédiates.

Certains participants à la manifestation avaient scandé des

slogans réclamant la mort de l'écrivain britannique, dont la tête a été mise à prix par l'Iran.

Le Parti socialiste français a pour sa part jugé « intolérable qu'il y ait dans les rues de Paris de tels appels au meurtre » et le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) a demandé l'ouverture d'une enquête pour que les auteurs d'appels au meurtre soient poursuivis.

M. Mitterrand et Mme Thatcher ont en revanche semblé exclure dans l'immédiat toute nouvelle mesure supplémentaire contre l'Iran, après le rappel des ambassadeurs de la CEE. Mme Thatcher a souligné que son pays n'avait « en fait plus de relations directes avec l'Iran ».

Le Parlement iranien pourrait de son côté adopter mardi un projet de loi demandant la rupture formelle des relations diplomatiques avec Londres.

# En raison des élections municipales Israël isole les territoires occupés

JÉRUSALEM (Reuter, AFP, AP) — Les territoires occupés sont isolés d'Israël depuis hier à minuit et jusqu'à ce soir à 22h00 en raison des élections municipales israéliennes qui se déroulent aujourd'hui.

Aucun Palestinien de Cisjordanie et de la bande de Gaza (population totale de 1.7 million) ne pourra donc se rendre aujourd'hui en Israël. Le ministère israélien de l'Intérieur a par ailleurs décidé que cette journée sera fériée et chômée en Israël afin que tous les citoyens puissent accomplir leur devoir électoral.

La direction du soulèvement des territoires occupés a appelé à une grève générale aujourd'hui. Les dirigeants clandestins soutenus par l'OLP se sont aussi engagés à faire cesser le fonctionnement des services de transport à Jérusalem-Est (à population arabe), et ont demandé aux 140,000 habitants de Jérusalem-Est de boycotter le scrutin municipal.

Un boycottage général du scrutin par les Arabes pourrait coûter à Teddy Kollek, maire de

du monde du refus d'Israël de négocier avec l'OLP.

La fermeture des territoires intervient alors qu'un membre de la police israélienne des frontières a été poignardé hier en Cisjordanie et au moins 17 manifestants palestiniens ont été blessés par balles.

Le policier a été agressé pendant une patrouille sur le marché d'Al Bireh, près de Ramallah, a annoncé un porte-parole militaire. La victime a été hospitalisée à Jérusalem dans un état satisfaisant. L'agresseur a été blessé et capturé alors que le couvre-feu était décrété à Ramallah et Al Bireh.

Jérusalem depuis 1965, sa majorité au conseil municipal, bien qu'il soit assuré d'une réélection à la mairie.

Le premier ministre israélien Yitzhak Shamir a qualifié ces élections municipales de référendum sur le conflit israélo-arabe, soulignant qu'une bonne performance de son parti, le Likoud (nationaliste de droite), équivaldrait à une réaffirmation devant la face

## Accords soviéto-iraniens

NICOSIE (AFP) — L'Iran et l'Union soviétique ont signé hier à Téhéran un accord politique et un autre culturel, a rapporté l'agence iranienne IRNA, reçue à Nicosie. Les accords ont été signés par le ministre soviétique des Affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, en visite depuis samedi à Téhéran, et son homologue iranien M. Ali Akbar Velayati, a indiqué IRNA. Citant M. Velayati, l'agence a précisé que l'accord politique « porte sur les relations futures » entre les deux pays et sur la régularisation des visites réciproques de responsables iraniens et soviétiques.

**SURPLUS PROVENANT DU GOUVERNEMENT**

**FERMETURE AU 59, ST-JOSEPH E. 30% À 50% 522-0086**

- TABLES A DESSIN INDUSTRIELLES ET LUMINEUSES
- FILIÈRES À PLAN
- Bureaux • Vestiaires
- Chaises empilables et chaises de secrétaire
- Protège-tapis
- Classeurs
- Etagères en métal • Ecrans
- Bibliothèques de tout genre
- Comptoirs • Vestiaire
- Tables en chêne 30 x 60 et autres

**LIEU DE LA VENTE:**  
550, Marie-de-l'Incarnation  
683-5555

Heures d'affaires: du lundi au mercredi, de 9h à 17h; jeudi et vendredi, de 9h à 20h; samedi, de 9h à midi.

**PASCAL**

# OUTILS MANUELS

aussi pratiques qu'économiques!

**Serre-joints de menuisier dans toutes les grandeurs!**

**A. Serre-joints ordinaires**

50mm x 200mm	2 <sup>75</sup> ch.
50mm x 250mm	3 <sup>75</sup> ch.
50mm x 300mm	4 <sup>75</sup> ch.

**B. Serre-joints robustes**

80mm x 250mm	6 <sup>45</sup> ch.
80mm x 300mm	6 <sup>95</sup> ch.
80mm x 400mm	7 <sup>45</sup> ch.
80mm x 500mm	7 <sup>95</sup> ch.
80mm x 600mm	8 <sup>45</sup> ch.
80mm x 750mm	8 <sup>95</sup> ch.

**Jeu de 4 limes en acier**

ECONOMISEZ PLUS DE 15%

6<sup>97</sup> le jeu

4 limes assorties. Poignées en plastique. Notre prix 8,50

# DE LA NEIGE À LA SEMAINE

N'attendez plus! Profitez d'une couverture de neige plus qu'abondante... De conditions de ski optimales et de pistes plus longues... Partez à la découverte du Mont-Sainte-Anne pour une semaine de vrai ski!

Conditions de ski:  
(418) 827-4579 (Québec) / (514) 861-6670 (Montréal)

Pour hébergement, appelez **RESERVOTEL**  
1-800-463-1568

**PARC DU MONT-SAINTE-ANNE**

BIEN PLUS QU'UNE MONTAGNE  
Société des établissements de plein air du Québec

**Billet gratuit pour les 6 ans et moins.**

**VOTRE CHOIX**

Solde **2<sup>38</sup>** ch.

- Pince à bout coupant
- Pince à nez plat
- Pince à nez courbé
- Pince à coupe diagonale
- Pince à long nez

Notre prix 4,75

**1/2 PRIX!**

**Jeu de 3 pinces utilitaires**

1/2 PRIX!

7<sup>47</sup> le jeu

Pinces forgées de 6", 8" & 10". Poignées en vinyle. Notre prix 14,95

**VOTRE CHOIX**

**5<sup>00</sup>** ch.

- A. Pince-étau de 10"
- B. Jeu de 4 ciseaux à bois
- C. Cisaille à tôle
- D. Pince à tuyau de 14"

**CENTRE COMMERCIAL PLACE FLEUR DE LYS**  
552, boul. Hamel  
Tél.: 522-7171

**CENTRE COMMERCIAL PLACE LAURIER**  
2730, boul. Laurier  
Tél.: 653-9307

Ces prix sont en vigueur jusqu'au samedi 11 mars. "Notre prix" indique notre prix de tous les jours. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités.

**PASCAL**